

Porte-parole du changement



N° 680 - 681
DU 2 AU 8 FÉVRIER 2013

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR

DE LA PUBLICATION • Olivier Faure

• **CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** •

Valerio Motta • **RÉDACTRICE EN CHEF**

Stéphanie Platat • **PHOTO** • Philippe

Grangeaud • Mathieu Delmestre •

MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)

• **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94)

Saint-Mandé

• **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 0114P11223

• **ISSN** 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité

par Solfé Communications,

tiré à 27 500 exemplaires



7 février

► *Atelier du changement à Brest*



Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Harlem Désir 29/01/13

Victoire

« Ce sera une réforme majeure pour la société, pour le quinquennat de François Hollande, ce sera une victoire de la République de l'égalité et donc je souhaite que le débat à l'Assemblée soit un débat digne et aujourd'hui déposer 5 000 amendements de la part de la droite, c'est montrer qu'ils sont davantage dans une attitude d'obstruction que de propositions. »

Aurélie Filippetti, 30/01/13

Volonté

« C'est une journée historique, Christiane Taubira est une oratrice hors pair, non seulement parce qu'elle a fait un discours de convictions, mais aussi parce qu'elle a su incarner la volonté du président de la République et du gouvernement de ne pas fléchir, malgré la virulence des attaques. C'est une femme extrêmement courageuse. Au nom de la différence des sexes, j'ai l'impression que l'opposition ne défend que la différence des droits, ils sont dans un combat d'arrière-garde, conservateur, contre l'égalité. Et nous, nous nous battons pour faire tout simplement l'égalité. »

BUREAU NATIONAL



Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a assisté au Bureau national du PS mardi 29 janvier. Il est notamment revenu sur la situation de la France au Mali et a fait un point sur la politique du gouvernement.

COMMUNIQUÉ

Déclaration de Jean-Marc Ayrault sur la situation au Mali, 29 janvier 2013

« Je viens de réunir les représentants des groupes parlementaires, et les présidents des commissions des affaires étrangères et de la défense, pour poursuivre l'information du Parlement sur le déroulement de l'intervention de la France en appui aux forces armées maliennes.

(...) Tous les groupes politiques ont tenu saluer l'efficacité et le professionnalisme des militaires français engagés dans l'opération Serval. Au moment où nos armées interviennent, avec l'appui de forces africaines, en soutien à l'armée malienne, je redis l'importance de ce message d'unité, et je rends hommage à l'engagement de nos soldats dans des opérations dont il convient de mesurer la difficulté.

(...) L'offensive des groupes terroristes a été stoppée. Plusieurs villes importantes ont été reprises par les forces armées maliennes, grâce à notre soutien. Nous sommes désormais en chemin pour atteindre notre deuxième objectif : aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale. Gao et Tombouctou ont été libérées par l'armée malienne avec notre soutien et celui de troupes nigériennes et tchadiennes. Notre dispositif mobilise désormais 4 600 hommes, dont 3 500 au Mali. En deux semaines, nos forces combinées avec l'armée malienne sont parvenues à enclencher un mouvement de reconquête par le Mali de sa souveraineté sur la partie de son territoire contrôlée depuis plusieurs mois par les groupes terroristes. Les populations expriment leur soulagement et leur enthousiasme d'être délivrées de cette occupation. Il faut toutefois se garder de tout triomphalisme,

car la menace n'a pas encore été totalement réduite. Des actions de harcèlement sont donc toujours possibles.

La France n'a pas vocation à rester au Mali. Comme l'a indiqué le président de la République, ces opérations dureront le temps nécessaire pour permettre à la force africaine de prendre le relais.

(...) Le soutien de la communauté internationale a également pris de l'ampleur. Le Sommet de l'Union africaine a été l'occasion pour le continent d'exprimer un soutien sans ambiguïté à notre intervention. La Conférence des donateurs, à laquelle le ministre des Affaires étrangères a participé aujourd'hui à Addis Abeba, a été l'occasion pour nos partenaires internationaux de s'engager à soutenir la MISMA. Nos partenaires européens et nos alliés nous apportent un soutien substantiel, avec une coopération sur le plan logistique. L'opération de formation pilotée par l'Union européenne se met en place, ainsi que l'aide européenne au processus de transition.

(...) Je conclurai en indiquant que le gouvernement a pris plusieurs mesures pour protéger nos compatriotes résidant en Afrique de l'Ouest. S'agissant du territoire national, sa protection fait l'objet d'une attention renforcée de la part des services de renseignement, et des consignes strictes de mise en œuvre des dispositions du Plan Vigipirate ont été données. Nous devons en effet rester d'une extrême vigilance face à l'évolution de la situation, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de nos frontières. Face à la menace terroriste, les Français peuvent compter sur la mobilisation de tous les instants du gouvernement. »

RASSEMBLEMENT
DES SECRÉTAIRES
DE SECTION

Discours d'Harlem Désir, Premier secrétaire



Harlem Désir

« Chers amis, chers camarades,

Merci d'être là, nouveaux ou anciens secrétaires de section, et merci pour le travail que vous faites tous les jours dans tout le pays au service de nos idées et de la réussite de l'action du président de la République. Le parti a plus que jamais besoin de vous.

Notre réunion se tient dans un contexte particulier et je pense aux événements qui se déroulent en ce moment même, à 4000 kilomètres d'ici au Mali.

Si près, si loin, le Mali

Le président de la république a engagé nos forces dans ce pays, dans le cadre du droit international. Je veux avoir à cet instant une pensée pour le peuple du Mali, pour nos soldats présents aux cotés des soldats maliens, et je souhaite vous demander de vous lever et de faire une minute de silence en l'honneur des soldats français et maliens qui ont donné leur vie pour défendre le Mali, ainsi que pour les otages victimes du fanatisme terroriste.

Au Mali, ce qui est en question ce sont nos valeurs universalistes. Je veux saluer la décision courageuse et la détermination totale de François Hollande à ne pas abandonner le Mali face à une agression qui menaçait sa liberté et son existence même.

Pour un parti comme le nôtre, soutenir une intervention armée n'est pas un acte sans importance, c'est un acte grave, et en conscience nous soutenons cette action parce qu'elle est conforme à nos principes fondamentaux. C'est ce que nous avons réaffirmé lundi dernier lors de la soirée de solidarité qui rassemblait toutes les forces de gauche aux côtés des Maliens de France à Montreuil.

Depuis plus d'un siècle, les socialistes français sont internationalistes: Jaurès a inscrit cet internationalisme au cœur de notre identité et il figure toujours au frontispice de notre déclaration de principes. Aujourd'hui encore, c'est au nom de la solidarité internationale, de la fraternité, de l'universalisme que nous sommes aux côtés du peuple du Mali!

Parce que c'est un peuple frère qui a appelé à l'aide et qui refuse de tomber sous le joug du fanatisme.

Et à nos frères maliens je veux dire: la liberté dans les rues de Mopti, de Konna, de Bamako, de Tombouctou, nous est aussi chère que dans les rues de Paris, de Bordeaux ou de Strasbourg!

C'est pourquoi, la France et le Mali marchent côte à côte

contre l'agression fondamentaliste et refusent la dictature de l'obscurantisme, les pillages, les meurtres, l'oppression des femmes, des hommes et des peuples au nom d'une vision dévoyée de la religion! Notre solidarité avec le peuple malien montre qu'il n'y a pas de choc des civilisations.

Là-bas sont engagés des hommes de pays différents, de religions et de langues différentes, au nom d'un même principe: le droit de vivre en paix, en liberté et en sécurité! Et quand on voit leurs pancartes, à Paris comme à Bamako, réclamant "un pays laïc", on comprend la valeur inestimable de la laïcité.

Alors, comme beaucoup de Français, je suis fier que la France, avec François Hollande, ait fait son devoir! La France est belle lorsqu'elle se tient avec toute sa force et toutes ses valeurs aux côtés des peuples qui se battent pour leur liberté, pour leur dignité, pour leurs droits.

Ce président, qui a rompu avec la Françafrique à Dakar, qui a regardé notre Histoire en face à Alger, ce président a fait le choix de répondre à l'appel à l'aide du Mali, et a permis à la France d'être au rendez-vous de son devoir de solidarité et d'assistance à un peuple en danger.

Alors en votre nom à tous, je veux adresser notre salut fraternel au Mali. Honneur aux jeunes de Gao, qui se sont soulevés pour résister aux islamistes après l'ignoble assassinat du journaliste Kader Touré dans leur ville!

Salut à tous ceux qui se battent pour un Mali libre, laïc, réconcilié entre le Nord et le Sud, avec les touaregs et toutes les composantes de la nation malienne pour vivre dans la démocratie et en paix! La France est avec vous et les Français seront toujours à vos côtés.

Chers amis, ce rassemblement national des secrétaires de sections nous réunit dans un moment particulier, aussi en raison de la crise à laquelle sont confrontés les Français et contre laquelle se bat au quotidien le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

Cela nous donne des responsabilités particulières: nous disons la vérité sur la gravité de la situation, nous prenons nos responsabilités face aux défis que cette crise nous impose, et surtout nous assumons complètement et entièrement l'obligation de résultats que les Français nous ont fixée!

Pendant cinq ans la droite a failli et a menti: elle a failli contre le chômage – un million de chômeurs supplémentaires –, elle a menti sur les déficits, sur l'endettement irresponsable qu'elle a laissé s'accumuler et sur la désindustrialisation contre laquelle elle n'a rien fait. Cela ne nous exonère de rien, cela ne nous donne à nous la gauche que plus de devoirs, mais il faut toujours rappeler le bilan du sarkozysme, surtout lorsque la droite prétend nous donner des leçons! Ils ne savent faire que cela: donner des leçons, vouloir à tout prix l'échec de la gauche, peut être même au prix de l'échec de la France.

La gauche c'est la volonté

En 1981, déjà, comme en 1936, comme en 1997, et comme aujourd'hui, des voix se sont toujours élevées pour prédire que la gauche ne durerait pas, pour répéter que rien ne serait possible, qu'il faudrait renoncer aux réformes. Les mêmes fins esprits, les mêmes commentateurs de droite qui, parfois, sont encore là! Et pourtant, à force de volonté et de persévérance, la gauche

a mis en œuvre de grandes réformes pour notre pays, qui ont durablement changé la vie des Français. Pour cela, il faut que la gauche ose toujours être la gauche!

J'y pensais au début du mois quand, comme chaque 8 janvier, nous avons traversé la campagne de Charente avec quelques camarades pour nous rendre à Jarnac. Et là-bas, commémorant François Mitterrand avec la fédération, j'ai pensé à ce qu'il nous avait enseigné. Ce que François Mitterrand nous a appris, c'est que la gauche, c'est avant tout la force de la volonté et le refus de céder à quelque fatalité.

Et que la gauche n'est la gauche que lorsqu'elle ose marcher sur ses deux pieds : le progrès des droits, des libertés et le progrès économique et social. C'est cela le sens, et l'honneur, du socialisme démocratique.

Pourtant j'entends parfois dire qu'il faudrait choisir entre nos combats. Et bien je réponds : non, nous voulons tout ! En 1981, on n'a pas demandé aux Français de choisir entre l'abolition de la peine de mort et la retraite à 60 ans. En 1997, on n'a pas demandé aux Français de choisir entre le PACS et les 35 heures. Et bien nous n'avons pas à être timorés, et nous donnerons aux Français et les emplois d'avenir et le mariage pour tous. C'est cela que nous a enseigné François Mitterrand : il ne faut pas diviser les Français mais il ne faut jamais, non plus, reculer face à la droite!

Comme nous disons la vérité aux Français sur l'état de la France, nous devons aussi dire la vérité sur la droite!

Depuis huit mois, la droite n'a fait aucune proposition pour la France, pas une! Qu'ont-ils proposé pour l'emploi, pour l'école, pour la sécurité, pour les entreprises? Rien!

Si on était cruel, on dirait que Sarkozy c'était la droite Guéant, alors que Copé c'est la droite néant...

Enfin, non, j'exagère, il y a du nouveau à droite: l'UMP a désormais un courant "Frigide Barjot", et vu le spectacle que leur congrès a donné on peut raisonnablement penser que le courant Barjot est majoritaire!

À la limite, on pourrait presque en rire. Cette tendance UMP-Barjot est un peu ridicule mais la vraie tendance dangereuse c'est la tendance UMP-FN, qui, elle, est vraiment inquiétante et révoltante: car M.Copé devrait avoir honte de défilier avec M.Gollnisch, le Bloc identitaire et Civitas, le même jour à la même heure sous le même mot d'ordre d'intolérance!

Le 13 janvier, ce n'était pas une manifestation bon enfant, c'était une première marche nuptiale entre la droite et l'extrême droite: je refuse de banaliser ce que nous avons vu, le chef de l'UMP dans la même manifestation que Mme Maréchal-Le Pen, la même avec qui M.Marleix et d'autres élus UMP ont signé ensuite une proposition de loi commune.

Ils en sont désormais là, à une alliance dans la rue comme dans des textes et l'on voit pour la première fois depuis des décennies, la droite et l'extrême droite défilier côte à côte contre de nouveaux droits pour les Français.

Et que disent-ils lorsque les intégristes de Civitas annoncent qu'ils feront des prières de rues devant l'Assemblée nationale contre le projet de loi sur le mariage? Les prières de rue, d'habitude M. Copé et M^{me} Le Pen les condamnent bruyamment!

Alors moi je le dis: derrière cette mobilisation contre le mariage il y a une mobilisation contre l'égalité et contre la laïcité, pour revenir cent ans en arrière...

Mais il faut les prévenir: ils ne feront pas trembler les murs de l'Assemblée nationale, parce que ces murs ce sont ceux de la République, et ces 4 murs ont pour nom Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité, et les Français n'accepteront jamais que des extrémistes ou des forces politiques en pleine dérive s'y attaquent.

La droite tente en réalité de se remobiliser en divisant les Français. Nous devons, nous, rassembler la France autour de ses valeurs universalistes et républicaines.

J'appelle tous les humanistes, les démocrates, les progressistes, les républicains de notre pays à former un arc de la laïcité pour défendre l'égalité pour tous contre tous les conservatismes et l'intolérance.

Je demande à tous ceux qui ont été indignés par l'intolérance et l'homophobie de venir dans la rue pour une manifestation fraternelle demain!

Demain c'est la République de l'égalité qui sera dans la rue! Retrouvons nous nombreux pour la fraternité, pour les libertés et pour dire que nous sommes heureux de vivre ensemble!

Nous ne les laisserons plus insulter les couples et leurs enfants, les enfants qu'ils prétendent protéger mais qu'ils désignent en bêtes curieuses, qu'ils traitent de futurs malades mentaux ou de futurs terroristes, ces enfants qui à cause de ces tartuffes sont montrés du doigt dans la cour de récréation!

Alors je veux dire les choses clairement, et il vaut mieux que la droite le comprenne: Nous ne céderons pas...

Nous ne céderons pas sur le droit au mariage pour tous et sur la laïcité.

Nous ne céderons pas sur la priorité à l'emploi, sur la priorité à l'industrie parce que contrairement à eux, nous n'avons pas déserté dans la bataille contre le chômage et que nous sommes derrière le président de la République dans cette grande bataille, la mère de toutes les batailles de ce quinquennat pour le pays, parce que nous sommes le parti du travail alors qu'ils sont le parti de la rente et de la finance! Et Messieurs Copé et Fillon n'ont qu'à aller dire aux jeunes qu'ils n'ont pas droit aux emplois d'avenir, aux seniors qu'ils n'ont pas droit aux contrats de génération, aux PME qu'elles n'ont pas droit à la BPI!

Nous ne céderons pas sur le logement, sur la loi SRU, sur la redistribution et la solidarité parce que je n'accepte pas que la crise nous décivilise, que l'année commence par l'expulsion sans ménagement d'une grand-mère de sa maison de retraite, par l'expulsion de force d'une jeune femme qui ne pouvait plus payer son loyer et qui vivait dans 4m², par une petite fille escortée de la cantine par un policier municipal parce que ses parents ne pouvaient plus payer! Ce n'est pas ça la France et moi en tant que socialiste je refuse que ce soit cela!

Nous tiendrons aussi sur la refondation de l'école et la priorité à la jeunesse, parce que l'école c'est le temple de la République que le sarkozysme a tant abîmé, parce que notre premier devoir envers la jeunesse c'est de tenir la promesse méritocratique, la promesse de l'émancipation, pour que les générations futures vivent mieux que la nôtre!

Nous sommes fiers que le président de la République et le gouvernement tiennent les engagements de la priorité à la jeunesse et à l'école, le recrutement de 40000 enseignants dès cette année, 60000 dans le quinquennat, nous expliqueront la réforme des rythmes scolaires dans l'intérêt des enfants et de la réussite éducative et les mesures prévues pour aider les collectivités locales à franchir avec succès ce changement. Dans

quelques jours nous lancerons une grande initiative nationale avec des réunions dans de nombreux départements: « Les nouveaux hussards de l'école » qui iront expliquer la réforme partout en France.

Nous ne céderons pas non plus sur la sécurité parce que ce fut leur première promesse trahie et leur premier échec et que nous la gauche, notre devoir est de protéger tous les citoyens, à commencer par les plus fragiles, les plus modestes, face à la violence, à la délinquance et de donner à chacun le droit de vivre en sécurité.

Nous ne céderons pas sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, et nous continuerons de mener campagne pour cette réforme de citoyenneté et de fraternité, pour convaincre, pour rassembler, contre cette droite qui s'y oppose depuis 1981.

Et nous ne céderons pas sur la justice sociale et fiscale dans les efforts!

Certains ont frémi lorsque j'ai dit qu'il fallait maintenir la taxe exceptionnelle à 75 % pour les revenus de plus d'un million d'euros, ils ont dénoncé une politique quasi-soviétique, je n'ose pas dire russe. Et pourtant cette taxe a été inventée en son temps dans le temple même du capitalisme: aux États-Unis. Alors oui je le redis: quand la crise exige des efforts de tous, nous pouvons demander encore plus d'efforts aux plus riches. Oui le bouclier fiscal c'est fini, taxer le capital et les super rémunérations c'est juste.

Nous assumons la confrontation directe, frontale, entre deux visions de la société et deux visions pour la France.

Et en vous voyant, de tous les coins de France, de tous les quartiers et de tous les villages ici réunis, je dois vous dire que je ressens une profonde interrogation:

Mais comment peut on quitter la France?...

Quand on pense aux montagnes des Pyrénées et au Canal du Midi. Quand on pense aux canuts lyonnais, aux mineurs de Lorraine et aux gens du Nord.

Quand on pense à l'Alsace, à la Corse, à la Bretagne, à la Normandie et à la Provence.

Quand on pense aux vers de Victor Hugo, aux poèmes d'Aragon, aux tirades de l'Avare et de Cyrano.

Quand on pense au TGV, à nos chercheurs, à Airbus.

Et quand on pense au goût du pain qu'on partage et à la chaleur des quartiers populaires où s'est toujours brassée la France de demain,

Comment peut on quitter la France?

Je comprends qu'on quitte notre pays pour voir le monde, pour créer, pour grandir, mais comment peut-on quitter la France, un si grand pays pour de si petites raisons, pour échapper à l'impôt citoyen, pour échapper à la solidarité nationale, pour échapper à son devoir de patriote! Quitter son pays lorsqu'il a besoin de vous... Leur avidité sans fin est une faute contre la France!

Et cette faute contre la France c'est aussi celle de la droite quand elle défend leurs intérêts et leurs dérivés. Et ce qui est inacceptable c'est d'entendre cette droite qui a passé son temps à donner des leçons de patriotisme et d'identité nationale, qui a passé son temps à accuser nos jeunes de ne pas assez aimer la France, être prête, aujourd'hui, par esprit de caste autant que par esprit de revanche, à se faire l'avocate de tous les exilés fiscaux!

Avant la droite c'était " la France tu l'aimes ou tu la quittes", maintenant, c'est "La France, tu la quittes plus, pour gagner plus! "

Quand on aime la France, non seulement on y reste mais on se rassemble pour la faire réussir dans la mondialisation.

Parce que nous proposons aux Français de gagner dans la mondialisation et pas de la nier.

C'est cela notre message aux Français: nous vous disons la vérité sur la situation du pays, nous savons que la crise est violente, et nous allons non seulement faire sortir la France de la crise mais aussi la changer. Nous sommes la gauche du réel, de la vérité, mais aussi de la transformation et de la volonté.

Moi je ne fais pas partie de ceux qui font passer leurs petits états d'âmes avant nos grandes réformes: nos réformes j'en suis fier et je le dis, et je suis sûr que chacun d'entre vous est fier quand dans la même semaine le Premier ministre annonce 2,2 milliards d'investissements pour le numérique et les PME et 2,5 milliards pour un plan national contre la précarité et la pauvreté. Nous sommes fiers de cette gauche qui fait à la fois la justice sociale et la compétitivité économique.

Nous sommes fiers d'être de cette gauche au service du pays, fiers de ce gouvernement qui est capable aussi, de s'appuyer sur la démocratie sociale, et nous voulons qu'elle soit inscrite dans la Constitution.

L'accord signé par les partenaires sociaux est absolument majeur pour le dialogue social, pour l'emploi et pour plus de droits pour les travailleurs: une sécurité sociale professionnelle, avec des droits rechargeables à l'assurance chômage, un droit individuel à la formation, l'extension des complémentaires santé, la lutte contre la précarité avec la taxation des contrats courts et l'embauche en CDI des jeunes encouragée, de nouveaux pouvoirs pour les représentants des salariés dans les entreprises. Les entreprises devront changer: les conseils d'administration compteront des représentants du personnel, et les syndicats auront de nouveaux droits et les moyens d'anticiper et de peser sur l'avenir de l'entreprise.

Avec la loi qui portera ces avancées pour les droits des travailleurs dont nous veillerons à ce que la transcription garantisse bien l'étendue de ces nouveaux droits, nous défendrons également en complément, avec nos partenaires de la gauche rassemblée une proposition de loi sur les reprises de sites rentables pour lutter contre les fermetures injustifiées.

Ensemble nous sommes en train de construire quelque chose de nouveau, on reconstruit la France ensemble!

C'est pourquoi nous devons dire aux Français ce que nous faisons, mais aussi ce que nous sommes.

J'entends dire «vous êtes sociaux-démocrates», «sociaux-réformistes», soyons plus simples.

Cette gauche dont je vous parle depuis tout à l'heure, cette gauche qui est révoltée et qui est concrète, qui assume d'être clairement réformiste et clairement de gauche, cette gauche qui se bat et qui agit pour la justice, pour la redistribution, pour l'école, cette gauche du réel qui assume ses responsabilités devant les Français, cette gauche qui désire la réussite de la France plus que toute autre chose, elle porte un nom, ce nom c'est le socialisme.

Depuis 100 ans, socialistes nous sommes, et le devoir de notre génération est que dans 100 ans d'autres femmes et d'autres hommes qui n'acceptent pas la fatalité de l'ordre établi, des femmes et des hommes épris de justice, de progrès, de liberté, disent encore ces mots simples mais peut être les plus importants de nos vies: nous sommes socialistes.

Je veux vous parler de notre parti et de ses devoirs envers la France

La feuille de route est à la fois simple et exigeante : je demande à chacun de vous d'être un porte-parole du changement, des réformes engagées, un porte-parole de la politique du président, c'est à dire d'être un porte-parole de la gauche qui travaille au service de la France.

Et en même temps de continuer à toujours écouter les Français, à dialoguer avec eux et à inventer, dans les conventions, les forums, les ateliers que nous allons organiser, la transformation de notre société, les réformes de demain et la France de l'après crise.

La question qui se pose à notre parti lorsqu'il est au pouvoir, ce n'est pas celle de sa distance vis-à-vis du gouvernement, mais celle de sa proximité avec les Français. Si nous voulons faire réussir le président, faire réussir le gouvernement, faire réussir la France, notre parti doit être en campagne permanente pour le changement.

Nous devons faire le service-après réformes, expliquer la cohérence de ce qui est fait, c'est pourquoi j'ai voulu que vous receviez des argumentaires, plus de deux millions de tracts sur l'emploi et nos réformes économiques, pour aller sur le terrain. Moi-même j'ai eu la joie d'aller en Charente, à Clermont-Ferrand, je serai à Bourg-en-Bresse dans quelques jours et j'ai demandé à tous les membres de la direction nationale d'être à votre disposition. Mais ce n'est pas assez.

Nous avons encore trois devoirs : un devoir d'inventivité, de dialogue et d'unité.

Nous devons être une gauche d'invention, un socialisme d'innovation ! Innovation économique, innovation sociale, innovation démocratique.

Pour produire des idées nouvelles nous relançons aussi le Lab, nous organisons des rencontres avec des intellectuels et les citoyens lors d'universités populaires citoyennes.

Oui, le dialogue, l'échange avec la société, je l'ai déjà dit, est essentiel : pour être entendue, la gauche doit écouter les Français, même quand c'est difficile, surtout lorsque c'est difficile ! Nous devons co-inventer le changement avec les Français ! Ce sera le lancement des ateliers du changement à Brest le 7 février, puis à Marmande et à Évry.

À tous les niveaux du parti, nous devons nous ouvrir, nous devons échanger avec tous ceux qui veulent le changement. Nous devons avoir un temps d'avance démocratique et toujours nous demander comment faire évoluer nos propres pratiques vers plus de participation.

Ce sera notre force pour les élections municipales, que nous préparons dès aujourd'hui et pour lesquelles nous ferons là où c'est utile à la conquête, des primaires ouvertes à tous les citoyens.

Et puisque je parle de rénovation et d'élections, je ne peux m'empêcher de dire un mot sur un sujet qui est important pour notre parti mais aussi pour les citoyens. Je voudrais vous parler du non-cumul des mandats.

Parce que vous m'avez donné un mandat et que mon devoir est de le respecter, c'était notre pacte de Toulouse !

Alors je le dis amicalement mais clairement : certains imaginent les solutions les plus complexes, les raisonnements les plus labyrinthiques, des trésors d'imagination pour retarder l'inéluctable, eh bien je vais leur passer de votre part un message simple : le non-cumul c'est maintenant !

C'est une exigence de rénovation, de renouvellement, de respiration démocratique qui est attendue par les citoyens, c'est une exigence pour la parité. C'est aussi pour cela que je veux une loi qui supprimera le financement des partis politiques qui ne respectent pas la parité aux élections.

Et le 8 mars prochain – quelle jolie date ! – il y aura un renouvellement des membres du Conseil constitutionnel. Ce Conseil qui n'a compté que 6 femmes dans toute son histoire. Alors je le dis : il faut que des femmes soient nommées le 8 mars, parce que nous sommes le parti de l'égalité entre les femmes et les hommes !

Ce temps d'avance exige de nous des efforts aujourd'hui, mais c'est la condition de nos victoires de demain, parce qu'un parti qui ne ressemble pas à la société est un parti qui finit par se couper de la société.

La condition de nos victoires, c'est aussi évidemment l'unité, l'unité des socialistes, et l'unité de la gauche. Nous travaillons étroitement avec nos amis de la majorité présidentielle au sein de la gauche rassemblée. C'est parfois plus difficile avec d'autres mais je le dis : le Parti socialiste est central à gauche, mais notre porte est ouverte à tous ceux qui veulent œuvrer à la réussite de la gauche. En revanche nous refusons la théorie des deux gauches, qui joueraient chacune la défaite de l'autre.

Nous serons unitaires pour deux, unitaire pour tous mais nous n'accepterons pas que certains misent sur la défaite de la gauche !

La France a besoin d'une gauche unie, pour rassembler les Français et pour changer le pays

Voilà, mes amis, les quelques réflexions que je voulais partager avec vous. Et je veux finir, comme j'ai commencé, par le Mali. Lundi soir, à Montreuil, lorsque nous nous sommes retrouvés à quelques centaines en solidarité avec le peuple malien, un homme qui était là a dit : la France, ce n'est pas seulement un grand pays, c'est une grande idée.

Et il avait raison la France c'est une idée universelle, une idée qui nous dépasse, c'est l'audace et la liberté. Alors à chaque fois que l'on nous dira « c'est impossible », il faudra faire preuve de plus d'audace. À chaque fois que l'on nous dira « c'est difficile » nous redoublerons d'efforts et d'enthousiasme !

C'est ce que je vous demande parce que c'est notre devoir envers la France et vous pourrez toujours compter sur moi dans le grand combat de la gauche au service des Français !

Vous les secrétaires de section vous avez été la première ligne de la campagne et de la victoire de François Hollande. Vous avez montré la force de la volonté, de la combativité, de l'unité.

Alors aujourd'hui, je vous demande la même volonté, la même combativité, la même unité pour la réussite de l'action du Président de la République et de la gauche au service des Français !

Vive les secrétaires de sections !
Vive le grand Parti socialiste !
Vive la République et vive la France ! »

Guillaume Bachelay, Secrétaire national à la coordination



Guillaume Bachelay

« Chers camarades, je suis heureux de nous voir si nombreux ce matin à la Mutualité pour ce rassemblement à la fois traditionnel et exceptionnel. Traditionnel parce qu'il s'agit du 18^e rassemblement, et exceptionnel puisqu'il se déroule alors que nous avons retrouvé les responsabilités du pays sous l'autorité du chef de l'État et la majorité au Parlement. Pour nos 18 ans, c'était une bonne idée d'avoir la majorité.

Exceptionnel, le moment l'est aussi à cause de la crise. Chaque jour, dans nos territoires, nous mesurons sa violence, la violence du chômage qui augmente de façon incessante depuis 2008, la violence de la pauvreté, la violence des menaces sur l'industrie : PSA, Renault, Petroplus, Alcatel-Lucent, Goodyear. Il y a aussi la violence des inégalités, des discriminations, des privilèges accrus par dix ans de droite. Cette violence de la crise justifie l'impatience de celles et de ceux qui en sont les victimes. Impatience des demandeurs d'emploi, qui veulent une place sur le marché du travail, et qui, en attendant, doivent être indemnisés correctement pour pouvoir vivre dignement ; impatience des jeunes, qui veulent construire leur vie ; impatience des PME et des ménages qui attendent de la banque qu'elle débloque enfin le crédit.

Voilà huit mois que les Français ont voté. En huit mois, 40 des 60 engagements du pacte présidentiel ont été réalisés ou engagés. Certaines mesures se traduisent immédiatement dans la vie quotidienne : l'allocation de rentrée scolaire, les zones de sécurité prioritaires, le décret pour les retraites. D'autres décisions, en revanche, ont besoin d'un peu de temps pour donner leurs résultats. Les Français savent qu'on n'efface pas d'un claquement de doigts les ardoises dont nous avons hérité : un chômage record, une dette record, un déficit commercial record.

Alors c'est difficile, et c'est parce que c'est difficile que les Français ont choisi François Hollande et la gauche pour conduire la nation pendant cinq ans. Que l'on soit militant ou ministre, quand on est socialiste, on ne doit regarder ni en l'air ni par terre, on doit être fier, fier et volontaire, face au citoyen qui nous fait face, à qui nous devons dire : oui, c'est difficile, mais la politique que nous menons est la bonne. Oui, c'est difficile, mais la politique que nous menons est juste. C'est la politique qui, dans la durée, avec tous ses leviers, doit permettre à la France de rester la grande nation que la République doit être.

Je veux vous parler du courage, et d'abord du courage économique qui consiste à faire du redressement de notre appareil productif la mère des batailles. Parce que la production, c'est la clé de tout : c'est la clé de l'emploi, c'est la clé de l'innovation, c'est la clé de la redistribution, c'est la clé de la souveraineté.

Prenez l'exemple de la transition énergétique. La France, forte de son littoral, a décidé de miser sur l'énergie du vent et de la mer – bravo ! Mais notre objectif est de bâtir une filière

industrielle française de l'éolien en mer, ce n'est pas d'assembler des éoliennes aux pales chinoises ou aux turbines danoises, ou le contraire. Ce serait quand même un comble pour le pays qui possède ces grands champions, ces grands fleurons que sont EDF, Areva, GDF-Suez, Alstom ! C'est pourquoi, dans les mois qui viennent, notamment à Saint-Nazaire, au Havre, des usines vont voir le jour, avec à la clé des emplois. Cette stratégie de filières, nous allons la reproduire dans d'autres secteurs : la voiture du futur, la santé, le vivant, les éco matériaux, les agro ressources, les réseaux. Il n'y a pas de fatalité à la désindustrialisation. Le pays a des atouts. Sinon, pourquoi serions-nous la première destination des investissements étrangers en Europe ? Et nous savons, nous, socialistes, de qui nous défendons les intérêts : nous sommes le parti des producteurs, salariés et entrepreneurs, face au pouvoir des actionnaires. Voilà ce qui fonde nos choix, et d'abord le choix de l'emploi.

Expliquons l'arsenal anti-chômage que nous avons construit. C'est le pacte européen arraché par François Hollande à la chancelière conservatrice Merkel, car l'Europe a autant besoin de relance, d'emplois et d'investissements que de sérieux budgétaire. C'est le pacte de compétitivité présenté par Jean-Marc Ayrault, conjugué à la banque publique d'investissement et à la réforme bancaire, pour que nos entreprises embauchent, innover, exportent. C'est le contrat de génération et ce sont les emplois d'avenir, dont je rappelle au passage aux maires UMP qu'il ne leur est pas interdit d'y recourir pour les jeunes de leur commune. Enfin, c'est la sécurisation du travail, issue de la Conférence sociale, qui va permettre, une fois transcrite, une fois précisée par le Parlement, de faire prévaloir les alternatives aux licenciements et d'améliorer les droits des salariés.

Faire tout cela, c'est servir la France, c'est renouer avec le socialisme de production. Au passage, puisque le socialisme existe, comme mot, comme pensée, comme politique, inutile d'aller emprunter nos références ailleurs, fut-ce à nos amis sociaux-démocrates. Nous sommes Français, nous sommes républicains, nous sommes socialistes, et quand on a dit ça, on a tout dit. Alors assumons nos choix, si possible collectivement, c'est mieux. Expliquons-les. La pédagogie n'est pas un gros mot. Et allons plus loin.

Le courage, ce sera aussi de voter au Parlement une loi sur les reprises de sites rentables pour qu'en France, un groupe qui ferme une usine viable soit amené à examiner les offres de reprise crédibles et ne laisse plus derrière lui un désert industriel. Je tiens à cette idée. Et je te remercie Harlem, d'avoir fait de cette idée une priorité pour les mois qui viennent pour les socialistes, pour la gauche rassemblée. C'est un message très fort que nous adressons au monde du travail.

Alors évidemment, dans ce contexte, on aimerait que ceux qui ont le plus dans les poches aient aussi le plus de courage dans le cœur. Mais voilà que parmi les plus hauts revenus, certains prennent la poudre d'escampette. Pour se soustraire à l'effort qui leur est demandé, les lâcheurs ne partent plus à Coblenz pour un plat de lentilles, mais ils accourent en Belgique pour un cornet de frites, et vont même en Mordovie pour un bol de goulash ! Alors plutôt que de parler de ces déserteurs, parlons des patriotes, de ceux qui restent, de ceux qui créent, de ceux qui innover, de ceux qui aiment la France. Ceux-là sont l'immense majorité, ils sont l'écrasante majorité. Pour eux, pour nous, la nationalité ne sera jamais affaire de fiscalité.

J'ai parlé du courage économique, mais il y a aussi, dans la période, le besoin de courage laïc. Combien de conflits provoqués dans le monde par la confusion entre religion et politique ? Or, au moment même où elle est si nécessaire dans le monde, la laïcité est chez nous mise à l'épreuve, et même parfois mise en cause. Comme vous, j'observe que la droite, percluse de ses divisions, sous-traite aux religions son opposition au droit au mariage et à l'adoption pour tous. Je crois donc nécessaire que nous, les socialistes, réaffirmions dans le moment des choses simples.

D'abord, dans la République, les églises ont toute légitimité à participer au débat public. Mais dans la République laïque, si la foi doit être respectée, la foi ne remplace pas la loi. Le projet de loi qui sera débattu après-demain à l'Assemblée nationale concerne le mariage civil, et donc, à ce titre, il relève du législateur et de lui seul.

Ensuite, c'est le deuxième rappel, cette réforme concrétise un engagement du président de la République, approuvé dans les urnes par une majorité de Français à deux reprises, aux élections présidentielle et législatives. Rappelons tranquillement, paisiblement mais fermement qu'en démocratie, il n'y a pas de souveraineté, il n'y a pas d'autorité supérieures ou extérieures au suffrage universel.

Enfin, la laïcité est le ciment du vivre-ensemble. À cet égard, il y a un certain paradoxe à descendre dans la rue pour empêcher qu'un droit soit donné à tous et pour maintenir dans l'insécurité juridique actuelle les parents et les enfants des couples homosexuels, qui n'ont d'ailleurs pas attendu la loi pour exister.

C'est pourquoi le gouvernement soumet le mariage et l'adoption pour tous à l'examen du Parlement. Et c'est pourquoi les députés et les sénateurs socialistes le soutiendront, en ayant en mémoire le divorce, l'autorisation de la contraception, l'interruption volontaire de grossesse, le pacs. À chaque fois, ce furent des batailles de liberté, d'égalité, de laïcité. Des femmes et des hommes, dans d'autres pays, se battent aujourd'hui pour conquérir ces droits. Pas question d'abandonner ici ce combat, ni aujourd'hui pour le mariage, ni demain, pour la possibilité de finir sa vie dans la dignité. Ça aussi, c'est un combat pour la laïcité.

Le courage laïc, c'est évidemment à l'école qu'il se forge. On y transmet le savoir rationnel et on apprend à y penser par soi-même avec les autres. C'est pourquoi nous sommes fiers qu'après tant d'années d'acharnement, de démantèlement de la droite contre l'Éducation nationale, celle-ci soit redevenue une priorité gouvernementale. Recrutement, formation des enseignants, orientation, numérique - la refondation de l'école est engagée.

Mais la refondation de l'école, ce sont aussi de nouveaux rythmes éducatifs. Bien sûr, il faut la concertation, elle continue ; il faut de la souplesse pour la mettre en œuvre. Les professeurs, les parents d'élèves, les élus locaux, nous le voyons dans nos territoires, veulent la meilleure école pour les enfants de France. Mais à la fin des fins, à l'école, l'intérêt premier, c'est l'intérêt des élèves ; et c'est pourquoi le Parti socialiste soutient cette réforme conduite par un ministre, Vincent Peillon, qui aime l'école passionnément.

Un dernier mot pour parler du courage diplomatique. Il en faut dans un monde complexe, et à bien des égards dangereux. Du courage, il en a fallu à tous ceux qui ont contribué à la libération de Florence Cassez. Du courage, il en a fallu à la France pour intervenir au Mali, à la demande du président de la transition malienne, avec le soutien de la communauté internationale. Si le président François Hollande n'avait pas engagé nos troupes pour stopper les groupes terroristes, ceux-ci

auraient pris Bamako pour mieux s'emparer du pays. Et parmi les atrocités commises par ces groupes armés, notamment dans la région de Gao, il y a les viols, il y a les mariages forcés. J'ai lu dans un journal malien, sur Internet, parmi les témoignages de nombreuses femmes, celui d'une femme au foyer. Voilà ce qu'elle dit : « La France est notre sauveur, les femmes seront éternellement reconnaissantes envers ce pays. » Eh bien, mes camarades, à ceux qui, à l'UMP, ont critiqué l'action de notre pays, je réponds : voilà pourquoi la République française est intervenue au Mali.

Le courage diplomatique, enfin, c'est de réorienter la construction européenne. Le pacte de croissance, la supervision bancaire, la nouvelle doctrine de la Banque centrale européenne face à la spéculation, la vraie taxe sur les transactions financières qui va venir, tous ces acquis datent d'après mai 2012, d'après l'élection de François Hollande, d'après l'arrivée d'une nouvelle majorité politique en France. Il reste des bras de fer à mener face aux conservateurs, aux austéritaires, aux libéraux, sur le budget, sur l'harmonisation fiscale et sociale, sur la réciprocité commerciale. Et sur l'aide aux plus démunis mise en place il y a vingt-cinq ans par Jacques Delors, à l'initiative de Coluche ! Alors que la France va consacrer, Jean-Marc Ayrault l'a annoncé cette semaine, 2,5 milliards d'euros supplémentaires à combattre dans notre pays la pauvreté, on ne comprendrait pas que l'Union européenne - qui, comme structure fédérale, n'a aucune dette - oublie 18 millions de personnes précaires. On ne le comprendrait pas et on ne l'accepterait pas.

Alors, au courage, le Premier ministre britannique préfère le chantage. Soit c'est l'Europe à l'anglaise, à la sauce libérale, soit le Royaume-Uni sort de l'Europe. Cher Monsieur Cameron, nous avons fait les comptes. La Grande-Bretagne n'appartient pas à l'euro et n'est pas décidée à le rejoindre. La Grande-Bretagne ne participe pas aux efforts de solidarité que les pays de la zone euro réalisent pour aider la Grèce, le Portugal, l'Irlande ; et la Grande-Bretagne a refusé de réglementer ses banques.

La solidarité européenne, Monsieur Cameron, ce ne sont pas les recettes sans les dépenses, ni les droits sans les devoirs. Avec ou sans vous, nous réorienterons l'Europe parce que, Monsieur Cameron, l'Europe, elle ne sert pas seulement à acheter des joueurs de foot.

Mes camarades, le Parti socialiste, comme l'a rappelé Harlem Désir, notre Premier secrétaire, lors de ses vœux, et comme il en avait fixé le cap à notre congrès, doit remplir, cette année et les années qui viennent, quatre missions : relayer l'action du président, du gouvernement, de la majorité ; proposer pour continuer d'avoir une gauche d'avance, par les idées - ce seront nos conventions et forums ; mobiliser les Français, les partenaires sociaux, les autres formations de la gauche, parce que nous devons avoir le souci permanent de rassembler la gauche, pour un, pour deux, pour trois, pour quatre ; européaniser nos débats pour répondre à l'exigence de réorientation européenne. C'est le programme de cette journée, et c'est le programme de cette année et des années qui suivront.

Alors, pour traverser cette période avec force, avec fierté, ayons à l'esprit une histoire. Cette histoire, François Hollande l'a racontée dans un meeting, à quelques jours du premier tour. C'est l'histoire du courage et de la peur. Un jour, le courage frappe à la porte de la peur. La peur demande : " *qui est là ?* " Le courage dit : " *c'est moi, le courage. Et vous, qui êtes-vous ?* " La peur dit : " *je suis la peur, vous ne pouvez pas rentrer.* " Alors le courage ouvre la porte et constate que derrière la porte, il n'y avait personne. Parce que la peur, c'est une illusion, parce que la peur, c'est un frein. C'est elle qui nous empêche d'avancer. Alors ayons en 2013 et les années qui viennent, la force de pousser la porte de la peur et de faire gagner le courage. C'est cela, être socialiste. »



Karine Berger

« Dans quelques jours commence au Parlement l'analyse du projet de loi de séparation des activités bancaires. Je sais que ce sujet fait beaucoup discuter dans le parti, puisque je reçois certaines motions. Je voulais commencer par vous dire que nous sommes le premier gouvernement européen à attaquer la réforme de la finance structurelle depuis la crise de 2008. Nous sommes le premier, et ce n'est pas une surprise, parce que aujourd'hui en Europe, nous sommes à peu près le seul gouvernement de gauche au pouvoir. Nous

attaquerons cette réforme structurelle, et Pierre Moscovici en sera le porteur, face à un lobby de la finance qui est déchaîné. C'est à peine croyable, mais il en est à faire du chantage contre un État souverain.

Quelles sont les principales récriminations contre la loi bancaire ? Quels sont les mécanismes de chantage ? La finance nous dit : vous voulez nous réformer, vous voulez nous limiter, nous allons arrêter de financer votre dette publique. C'est du chantage en bonne et due forme, face à notre volonté de réforme, face à notre volonté de lutter contre la financiarisation.

La réduction de notre déficit public et la réduction de notre dette publique vont être un moyen très puissant, peut-être le moyen le plus puissant, pour lutter contre la financiarisation de l'économie. Il est un peu difficile de lutter contre un adversaire à qui on réclame par ailleurs de l'argent pour s'endetter sur les marchés financiers.

La lutte contre les déficits publics, la lutte contre la dette publique, est notre priorité de 2013. Ne nous trompons pas, bien évidemment, la droite a organisé, a planifié la ruine de notre pays pendant dix ans. Elle a livré le pays, au travers de la dette publique, aux mains des spéculateurs, aux mains des hedge funds, aux mains de la finance. Nous devons faire en sorte d'être ceux qui rétablissent la situation, nous devons faire en sorte d'être ceux qui redonnent la capacité d'indépendance et de souveraineté de notre pays par rapport à la finance. Parce que là encore, ne nous trompons pas de débat, ce n'est pas la volonté de taxer les millionnaires à 75 % au-delà d'un million qui met le pays en danger, c'est encore une fois la dette de notre pays qui est dans les mains de notre adversaire.

Nous avons la responsabilité de redresser les finances publiques, de sauvegarder l'État providence et de maintenir la cohésion sociale. Cela passe par deux actions. Oui, notre cohésion sociale, la situation de notre État providence passe par la maîtrise de la dépense publique. Ce n'est pas quelque chose qui est facile ou habituel dans notre tradition de gauche, mais c'est la réalité. Pour maintenir notre cohésion sociale, nous avons besoin de faire des économies, ce que la droite a refusé de faire, et encore une fois, c'était planifié.

Nous allons économiser 60 milliards d'euros en l'espace de cinq ans. Ces 60 milliards d'euros, c'est exactement ce qu'ils ont balancé par la fenêtre en l'espace de deux ou trois ans, alors qu'ils

avaient le pouvoir, et tout en supprimant, à l'aveugle, bon nombre de fonctionnaires.

La crédibilité de la politique de notre action pour le pays, elle sera démontrée par notre capacité à maîtriser l'évolution de cette dépense publique. La règle est simple, elle peut paraître difficile, mais en fait, elle est accessible. Il suffit de se dire que nous ne dépenserons pas un euro de plus d'une année sur l'autre pendant cinq ans. Cela ne signifie pas que nous ne nous donnons pas de priorités. Nous avons choisi de porter tous nos efforts sur l'Éducation nationale, tous nos efforts sur l'emploi, tous nos efforts sur le logement. Mais nous faisons des choix. Gouverner, c'est choisir, et nous faisons des choix pour à la fois redresser la cohésion sociale au travers de politiques prioritaires, et en même temps retrouver des marges de manœuvre en maîtrisant l'évolution des dépenses publiques.

La deuxième bataille pour le redressement des finances publiques porte sur la fiscalité. Ce n'est plus une bataille de priorités, c'est une bataille idéologique que nous devons regagner après dix années de droite. La bataille est beaucoup plus difficile. Je veux vous rappeler que quand Gérard Depardieu a décidé de faire ses valises et de partir en Belgique il y a quelques semaines, d'après les sondages, une majorité de Français était plutôt d'accord avec lui. La situation d'adhésion à l'impôt, à la fiscalité, qui est pourtant la clé de voûte de notre vie en commun, n'est plus là. La droite a réussi à détruire le lien entre l'adhésion citoyenne via la fiscalité et la capacité de vivre ensemble.

C'est ce que nous devons reconstruire. La droite attaque sur tous les fronts cette approche de la solidarité. On a eu droit pendant des semaines à une bataille contre la taxation à 75 % qui, pourtant, est le symbole de l'effort que nous demandons aux plus riches pour redresser le pays. Évidemment, ils sont déchaînés contre l'idée, pourtant extraordinairement juste, d'aligner la taxation des revenus du capital sur la taxation des revenus du travail, ce que nous avons fait, et il ne faut jamais perdre de vue que nous l'avons fait dans le courant de l'automne au travers du budget 2013.

Ils ne sont même pas d'accord pour faire en sorte que les grandes entreprises paient autant d'impôts que les petites, ce que nous avons imposé dans le budget 2013. Les Français ignorent à quel point les mesures de fiscalité que nous avons prises à l'automne vont dans le sens de la justice sociale, vont dans le sens de la solidarité. C'est à nous de porter ce message.

Nous avons commencé à limiter les déficits publics au travers de la maîtrise des dépenses, mais au travers aussi de la priorité donnée à nos politiques. Nous avons commencé à reconstruire la redistribution réalisée par l'impôt au travers de l'augmentation de l'impôt sur la fortune, au travers de la limitation des niches fiscales existant sur les RPP. Et nous avons commencé à redresser notre capacité d'action budgétaire en protégeant au maximum le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes. Ce sont ces messages-là que nous devons porter chaque fois qu'on nous pose la question de savoir comment, au travers de la maîtrise des finances publiques, nous luttons contre la financiarisation.

Je suis à votre disposition dans toute la France, si vous le souhaitez, pour aider à cette bataille idéologique sur la façon dont nous maîtrisons une dette publique qui nous a été laissée par les prédécesseurs. »



Ramazan François Kaymak

« À la gauche de la gauche, un procès en austérité nous est clairement opposé, où les socialistes apparaissent comme les papes de l'austérité. Notre capacité à nous désendetter est essentielle pour la reconquête de notre souveraineté. Ma crainte est que nous ayons cette étiquette d'austérité qui nous colle à la peau pendant cinq ans sans que les Français nous comprennent. »



Jean-Marc Germain

« On nous fait souvent le reproche de parler de l'héritage. Mais il faut dire la difficulté dans laquelle nous nous trouvons. »

Le chômage est à un niveau très élevé, et la stagnation du mois dernier ne doit pas faire illusion. Il continuera à monter dans les mois qui viennent. On parle souvent de la crise financière, mais il augmente depuis mars 2008, il a commencé à augmenter sous Sarkozy avant même la crise financière.

Il ne s'agit pas bien sûr de nier la crise. Mais il s'agit de dire que face à cette crise-là, certains pays ont en priorité sauvegardé les emplois, comme l'Allemagne, dont le chômage n'a pas augmenté pendant la crise. Sarkozy a choisi de faire des cadeaux aux plus riches et de ne pas se préoccuper des questions d'emploi et de chômage.

C'est un chômage qui est de longue durée, voire de très longue durée. On passe en moyenne un an et cent jours avant de retrouver un emploi dans notre pays. Pour certaines personnes, c'est bien sûr plusieurs années. Alors que certains voudraient réduire les indemnités du chômage, il me semble complètement impensable, quand on a une épidémie de chômage comme ça, de supprimer le remède qui est l'assurance chômage, ou qu'on le réduise un tant soit peu.

Les caisses de l'État sont vides : 90 % de notre richesse nationale est de l'endettement, 900 milliards d'euros de dettes en plus. Il faut absolument poser le débat de cette manière-là pour dire la difficulté d'inverser la courbe du chômage, pour dire la responsabilité de la droite en la matière, et pour dire que nous prenons cette question à bras le corps ; et pour justifier que tous les moyens de l'action publique.

On a tendance à égrener les mesures les unes après les autres parce que l'actualité politique veut ça. Cette semaine, au Parlement, nous avons voté les contrats de génération. Les médias ont donc parlé des contrats de génération. Lorsque nous avons lancé les emplois d'avenir, on a parlé des emplois d'avenir. Chaque fois, il y a eu des éléments positifs et des critiques. Mais il est extrêmement important de montrer que nous avons une politique globale en matière de lutte contre le chômage.

En 1997, Jacques Chirac avait dissout l'Assemblée nationale parce qu'il ne savait pas comment s'en sortir, avec à la fois des problèmes financiers et un chômage élevé. Et on a eu la conviction, à ce moment-là, que le chômage s'attaquait par tous les bouts. On nous ressort parfois certaines solutions des années 1990, par exemple la réduction du temps de travail. À chaque

période de l'Histoire, on apporte les réponses adaptées. En 1997, on avait des entreprises qui allaient bien dans notre pays. On avait des comptes extérieurs qui étaient à l'excédent, on avait une économie compétitive. On pouvait se permettre de demander beaucoup aux entreprises. Là, on se trouve dans une situation où, on est à la fois dans une difficulté de l'offre, les entreprises de ce pays ne vont pas bien, et dans une difficulté de la demande, les ménages de ce pays manquent de moyens pour consommer.

On a une stratégie qui est une sorte de carré magique. Il y a quatre axes à notre politique de l'emploi. Il y a la politique de croissance. Et la croissance, aujourd'hui, notre conviction c'est que cela se joue au niveau européen. C'est pourquoi j'ai soutenu François Hollande dans l'acceptation du traité, parce qu'en échange, il a obtenu un changement complet d'orientation en matière de politiques européennes. Après la Grèce, l'Espagne, le Portugal tombaient dans l'austérité, François Hollande a dit stop, François Hollande a obtenu des Allemands des moyens très importants pour relancer la croissance.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, des moyens sont là. La banque européenne d'investissement a 7 milliards d'euros de moyens de plus pour aider les collectivités locales à financer leurs projets. Les fonds structurels européens ont augmenté de 2,3 milliards pour financer les projets sur notre territoire. Le combat continue, sommet européen après sommet européen.

Le deuxième côté du carré, c'est la compétitivité. Vingt milliards de crédits d'impôts, dont nous souhaitons qu'ils aillent à la recherche, à l'innovation, à la formation. Nous nous battons pour que les entreprises ne les utilisent pas en dividendes ou pour les autres rémunérations.

Le troisième côté, ce sont les embauches, les contrats de génération et les emplois d'avenir.

Et le quatrième, c'est l'accord qui a été signé par les partenaires sociaux qui, au fond, a deux objectifs fondamentaux. Le premier, c'est de maintenir les emplois dans les entreprises en difficulté chaque fois qu'on pourra. La grande avancée de cet accord est de permettre de mettre en place des solutions comme le chômage partiel, comme les accords de maintien de l'emploi, pour éviter les plans sociaux. Et le deuxième axe, c'est la sécurité sociale professionnelle, l'engagement 35 du programme présidentiel.

En matière de formation professionnelle, il y a la création de ce fameux compte personnel à la formation professionnelle tout au long de la vie qu'on défend depuis des années. Ce sont des droits à l'assurance maladie complémentaire, quelle que soit la situation dans laquelle nous nous trouvons. Et ce sont des droits complémentaires à l'assurance chômage pour couvrir les précaires.

En tant que socialistes, on se pose deux questions par rapport à ce type d'accord. Si nous avions tenu le stylo seul, nous aurions écrit les choses un peu différemment. Mais François Hollande

invente une vraie nouvelle méthode, une forme d'interaction entre la démocratie politique et la démocratie sociale. Nous n'accepterions pas un accord signé par les partenaires sociaux, quel que soit son contenu. Mais là, nous avons donné une feuille de route qui s'appuie sur les engagements présidentiels et elle a été suivie par les partenaires sociaux. Quelle victoire idéologique quand même que le patronat ait signé un texte dans lequel on taxe les contrats précaires !

Cet accord n'est pas la fin de l'Histoire. Harlem Désir a lancé des chantiers du futur, parce que c'est le rôle du Parti socialiste,

éclairer l'avenir, en matière de progression professionnelle, en matière de santé au travail, en matière de pouvoir des salariés dans l'entreprise. Avant l'été, nous donnerons notre feuille de route aux partenaires sociaux, pour que, dans une prochaine Conférence sociale, ils puissent se saisir de ces sujets-là, et négocier à nouveau. C'est une nouvelle méthode qui s'invente, c'est une nouvelle méthode qui est en marche, elle est importante pour transformer le pays et réussir la transformation. »



Jennifer Barreau

Il s'agit là de trouver une place pour chacun, et notamment pour nos jeunes. Ces emplois d'avenir, c'est 150 000 jeunes non qualifiés qui trouveront un emploi et qui pourront se former. C'est une deuxième chance pour eux. Il y a un sens à tout ça.



John Samingo

Nous sommes aujourd'hui dans une situation critique où les jeunes ne parviennent pas à entrer dans le monde de l'emploi et où les seniors sont chassés de l'entreprise avant d'atteindre l'âge de la retraite. Par le contrat de génération, la transmission des savoirs et des compétences pourra s'opérer au sein de l'entreprise.





Juliette Méadel

« Mes chers camarades, si nous avons choisi aujourd'hui de vous parler de « Bâtir l'industrie du futur pour retrouver la compétitivité », c'est que nous avons le souhait, et nous avons à cœur d'avoir un discours constructif sur l'avenir de l'industrie en France. Nous ne participerons pas à ce concert des déclinologues qui alimentent, dans la presse, dans nos sections, dans nos fédérations et territoires, la gazette de la France qui tombe. La France a des atouts et nous voulons inscrire

notre mobilisation dans une perspective d'avenir crédible et porteuse d'espoir. Ce n'est pas facile car il y a de la souffrance et du pessimisme sur le front de l'emploi industriel, d'ailleurs, lorsque, avec Harlem, nous avons reçu les salariés de Florange, nous avons bien mesuré l'écart entre l'urgence des réponses attendues maintenant alors que la situation s'est dégradée depuis plus de dix ans. Quand Edouard Martin, par exemple, représentant de la CFDT à Florange, vous dit : *"Maintenant, on fait quoi ? Comment vous allez pouvoir nous aider ?"* On a évidemment envie de lui dire qu'on va faire tout ce qu'il faut pour sauver l'emploi. Et c'est ce que fait le gouvernement, mais le sujet est d'une extrême complexité, et je crois qu'en la matière c'est l'humilité qui doit d'abord être la première de nos démarches. Humilité mais aussi efficacité de l'action publique et courage d'un discours politique qui reste encore à construire en matière de stratégie industrielle.

Seulement, nous devons faire, aussi, avec l'héritage des dix années de libéralisme et de négligence dont les pouvoirs publics ont fait preuve en matière industrielle et sociale. Cela fait neuf mois que nous sommes là, cela fait dix ans, que la France perd constamment, chaque année, des parts de marché à l'exportation. Cela fait dix ans que l'emploi industriel se dégrade en France.

Et pourtant, il y a tant à faire. Il n'est pas vrai de dire que nous sommes les derniers de la classe en Europe et que nous produisons de la mauvaise qualité trop cher. Cette analyse est partiellement fautive, et puis on voit bien à quoi elle conduit sur la stratégie de baisse des coûts et la diminution de la qualité de nos emplois. L'objectif, c'est d'être compétitif, pour faire de l'emploi, mais pas pour rattraper les coûts de production au rabais de la Chine et des pays émergents et sacrifier l'emploi de qualité. Nous voulons des emplois haut de gamme pour une production haut de gamme. Ce qui signifie un investissement dans la recherche, dans l'industrie et dans l'enseignement supérieur.

Pour cela, le PS doit faire œuvre de pédagogie et nous devons mobiliser, à la fois à l'intérieur du Parti socialiste mais aussi à l'extérieur si nous voulons gagner les prochaines échéances électorales. Les arguments sont de deux ordres.

À court terme, l'urgence oblige, le gouvernement a réalisé un effort massif en faveur de l'emploi : 1 million d'emplois sauvegardés et créés (500 000 chaque) pour les contrats de génération dans les cinq ans, et 150 000 emplois d'avenir créés pour les jeunes sans diplôme. Ce sont demain des contrats signés, et des familles, derrière, qui auront une source de revenu, une perspective d'insertion sur le marché du travail et en fait, un avenir.

À long terme, le gouvernement a créé les conditions pour faire aboutir le dialogue social sur l'emploi avec le plan de sécurisation de l'emploi. Le Parlement va s'en saisir, c'est une avancée indéniable qui protège les salariés et leur donne en même temps plus de souplesse et de liberté pour se former et évoluer dans leur parcours professionnel. Il y aussi, côté entreprise, le pacte pour la compétitivité. Et ce pacte est essentiel. Alors évidemment, il recouvre toute une série de dispositions diverses. Mais pourquoi est-il important ? Parce qu'il va nous permettre de soutenir les entreprises dans leur stratégie d'investissement et d'innovation. Et c'est exactement dans cette direction que nous devons aller.

Dernière chose, ce qu'il nous manque, ce qu'il nous faut et ce à quoi nous allons tous, au sein du Parti socialiste et avec le gouvernement, contribuer à élaborer, à mettre en place, c'est de bâtir une stratégie industrielle et une vision. Ce n'est pas simple. Parce que la politique industrielle est souvent considérée comme un combat marqué par un interventionnisme de l'État bien trop fort et inadapté aujourd'hui à l'ouverture des frontières et à la compétition internationale.

Mais il y a une possibilité, il y a une troisième voie, il y a une possibilité de dire : aujourd'hui, la puissance publique peut faire respecter sa parole aux entreprises avec lesquelles elle a passé des contrats, elle peut faire respecter la parole, par exemple de Mittal. Je souhaite que Mittal respecte ses engagements d'investissement, je souhaite que, s'il ne s'engageait pas comme il l'a dit dans l'entretien et dans le projet Ulcos 2, nous puissions avoir des outils pour le contraindre ou bien pour le sanctionner.

L'avenir, c'est évidemment de mettre en place une politique industrielle européenne. Nous aurons du mal à le faire, quelques progrès ont été faits récemment avec le brevet européen mais cela ne suffit pas. Nous aurons besoin d'une politique industrielle européenne dans le domaine du développement durable. Sur la sidérurgie, on sait que la solution pour la sidérurgie est européenne. Sur les investissements, en ce qui concerne les éco industries, en ce qui concerne la transition écologique, nous savons que nous devons être plusieurs pour le faire. Nous avons eu des exemples de réussite dans le passé avec Airbus. Transposons-les maintenant à la question industrielle et à la mise en place d'une politique industrielle de troisième génération. »



Philippe Walter

“ L’innovation, c’est un état d’esprit. Or, aujourd’hui, on a en France souvent peur de ce qui s’invente, on confond prudence légitime et principe de précaution aveugle. Le principe de précaution n’est pas un absolu qui balaie tout. Or, depuis quelques années, c’est la dérive vers laquelle nous tombons. ”



Thierry Marchal-Beck

« Mes chers mis, mes chers camarades, tout d’abord, je veux vous remercier et vous dire le plaisir qui est le mien d’être parmi vous, les secrétaires de section, avec qui les Jeunes socialistes ont tellement de plaisir à militer. Et je tiens à vous remercier particulièrement, parce que je sais qu’au quotidien, vous épauliez nos jeunes camarades pour les faire avancer et progresser dans le combat qui est le nôtre en faveur du socialisme.

Vous le savez, la jeunesse, c’est la grande cause du président de la République. Tout faire pour que les jeunes vivent mieux que leurs parents, c’est cela le sens du progrès avec lequel il s’agit de renouer. Parce qu’on sait aujourd’hui la crainte du déclassement, le chômage qui frappe, et puis la cherté du logement, la cherté de la santé, la cherté de l’énergie.

Ces maux frappent la société tout entière, mais les jeunes de façon plus particulière, parce qu’ils sont les nouveaux entrants. Les nouveaux entrants sur le marché du travail. Les nouveaux entrants sur le marché locatif. Et dans l’action qui est la nôtre, celle du gouvernement, il y a une double dimension en faveur de la jeunesse, faire que cette jeunesse soit la priorité du gouvernement dans son ensemble, pas uniquement du ministère de l’Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports ou de l’Enseignement supérieur.

Le gouvernement a bien compris que c’est en faisant qu’il y ait le plus de droits communs, c’est-à-dire des droits pour tous les citoyens et donc pour les jeunes, qu’on répond à la situation des jeunes. Quand on encadre les loyers, c’est bénéfique à tous les locataires, mais aux jeunes en particulier, qui sont dans les logements les plus petits dont le coût au mètre carré est le plus important.

Quand on fait la taxation des contrats précaires, comme ça vient d’être annoncé, c’est bénéfique à tous les salariés, et c’est plus bénéfique aux jeunes, et particulièrement aux jeunes femmes, qui subissent le plus les contrats précaires.

Le remboursement de l’IVG, pareil, c’est bénéfique à toutes les femmes, mais aux jeunes femmes en particulier. Même chose pour ce qui est de la complémentaire santé.

Et il en va de même pour la garantie universelle locative. C’est-à-dire la fin du système de cautions qui immobilise l’argent, l’argent de ceux qui n’en ont pas beaucoup, immobilisé par ceux qui ont plusieurs appartements et qui peuvent les louer. C’est là aussi une action de droit commun, mais bénéfique particulièrement aux jeunes.

Et puis, même si on peut juger la mesure encore un peu trop timorée, il y a quatre ans et demi, nous avons encore le temps,

pour les premières mesures prises pour lutter contre le contrôle au faciès, on comprend que c’est d’abord bénéfique aux jeunes, même s’il y a des personnes de 40 ans ou de 50 ans qui se font contrôler du seul fait de la couleur de leur peau, ou de leur apparence dans notre pays.

Et quand on a une politique de réindustrialisation, comme Guillaume Bachelay nous l’a si clairement indiqué, une politique de transition énergétique, nous savons bien que les 800 000 emplois qui ont été perdus ces dernières années, un certain nombre d’entre eux seraient partis à la retraite. Et quand un emploi est perdu dans l’industrie, c’est un emploi qu’un jeune ne peut pas aussi occuper. Et en cela, le redressement productif dans son ensemble est une politique en faveur de la jeunesse.

Et il y a, et c’est le deuxième volet, il est nécessaire, il est important, les mesures plus spécifiques qui permettent de répondre à l’urgence sociale, ce bizutage social que subit la jeunesse. Le fait qu’il faille attendre 27 ans pour avoir le premier contrat stable. Le fait que pour pouvoir avoir un logement sans avoir besoin de la caution de vos parents, maintenant c’est 35 ans, 40 ans. Ce sont les 100 000 emplois d’avenir. Et il est important de les signer, on compte sur les collectivités territoriales.

Il faudra peut-être soutenir un peu plus les associations, mais aussi, je le dis, parce qu’on sait le poids du chômage sur une jeunesse qui n’arrive pas à trouver d’emploi, et c’est normal quand il y a un tel nombre de chômeurs dans notre pays, qu’il faut peut-être aussi se donner l’ambition d’aller plus loin, plus vite, plus fort, et reprendre la position qui avait été celle du Parti socialiste quand il écrivait son projet autour de Martine Aubry, avec 300 000 emplois d’avenir. C’est le contrat de génération nécessaire, indispensable, qui permet à des jeunes d’accéder, et c’est la première fois, permettez-moi de le dire, où on a un indice positif qui permette à des jeunes de signer un contrat en CDI. Et ça, c’est aussi une grande rupture, c’est faire confiance, et directement en protégeant le jeune.

Et puis, c’est peut-être passé un peu inaperçu, il y a la garantie jeune. Permettre à des jeunes qui ont été en échec scolaire, qui sont sans emploi, d’être accompagnés financièrement, 475 euros par mois, le temps qu’ils recherchent un emploi dans une mission locale, ou une formation.

Cette garantie jeune est importante, parce qu’elle s’adresse à ceux qui ont le moins reçu de l’État, parce qu’ils ont souvent quitté le plus tôt le système éducatif, et en ça, c’est une vraie mesure de justice. Mais il est indispensable que le jeune, quand il reprend une formation, ait aussi une allocation. Et la négociation qui va s’ouvrir sur l’allocation d’autonomie annoncée par Geneviève Fioraso, ne doit pas être limitée; même si elle doit concerner d’abord, et c’est normal, les étudiants, mais elle doit aussi concerner les jeunes majeurs qui sont en bac pro, les jeunes majeurs qui sont en bac technologique. Et en ça, je t’invite sincèrement Vincent, à te saisir pleinement du dossier.

Donc voilà l’action de la gauche au pouvoir. Au pouvoir tout entière, celle des socialistes, des écologistes, des communistes bien souvent, entièrement dédiée à la jeunesse, car le redressement se fait par la jeunesse, et avec une jeunesse qui souhaite en prendre toute sa part.»



Laurent Viette

Notre engagement de renouer avec la promesse républicaine, avec le rêve français, afin que chaque génération puisse vivre mieux que la précédente, est de notre responsabilité. Cet engagement que nous avons porté aux côtés de François Hollande tout au long de la campagne se concrétise aujourd'hui par des actes, pour plus de justice, de solidarité et d'espoir.



Carole Delga

« Mes chers camarades, s'il est un domaine où la crise que nous traversons est ressentie de façon concrète et durable par nos concitoyens, c'est bien celui du logement. Et pour cause, avec l'emploi, disposer d'un logement décent constitue une condition essentielle de vie en société.

Malheureusement, nous rencontrons toutes et tous, sur nos territoires, des jeunes, des familles, qui ont de plus en plus de mal à se loger correctement. On estime

aujourd'hui à près de 4 millions de personnes en situation de mal logement. Les attentes sont fortes, et le Parti socialiste a la lourde responsabilité de relever ce défi.

Le logement sera un des vecteurs principaux de la politique du changement que nous avons initiée depuis notre arrivée au gouvernement. Dans une période parfois morose, une politique socialiste du logement, c'est-à-dire une politique audacieuse, une politique au service de l'intérêt général, c'est l'outil privilégié pour marquer notre rupture radicale avec les pratiques de la droite.

Sa réussite donnera à chacun les moyens tangibles de mesurer les effets du retour de la gauche au pouvoir. Le logement participe de l'émancipation sociale, et constitue à ce titre un marqueur identitaire fort de notre parti.

Nous n'avons pas d'ailleurs traîné à engager une politique qui réponde à l'urgence sociale et économique de la crise du logement. Dès l'été, nous avons pris par décret une mesure d'encadrement des loyers à la relocation. C'est un signe fort pour toutes les Françaises et tous les Français qui subissent l'aggravation du poids des loyers dans leurs dépenses.

Encadrer les loyers, c'est dire clairement que nous refusons l'aveuglement idéologique de la droite pour qui le marché seul peut réguler les prix. Nous disons à l'inverse que la puissance publique, je dis bien la puissance publique, doit jouer son rôle, surtout quand les dépenses de logement s'élèvent à près de 40 % du budget des ménages les plus modestes.

Le gouvernement va d'ailleurs passer à la vitesse supérieure en étendant les dispositifs d'encadrement des loyers. Ce sera une des mesures phare de la grande loi logement et urbanisme que le Parlement examinera au deuxième semestre. J'y reviendrai.

Notre majorité s'est également attelée à redonner toute sa place au logement social, malmené sous les gouvernements de droite. La loi pour la mobilisation du foncier public, que nous avons votée à la rentrée, a relevé de 20 à 25 % le seuil minimal de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants en zone tendue, 1 500 habitants pour l'Île-de-France.

Dans le même temps, les pénalités pour les communes qui refusent de participer à l'effort collectif peuvent être quintuplées. Là encore, le message est clair. D'ailleurs, pour être sûrs que l'opposition, que la droite a bien entendu, nous lui avons présenté deux fois le projet de loi. Maintenant, nous sommes sûrs qu'ils ont bien compris.

Plus sérieusement mes camarades, toute notre énergie est tournée vers la création d'un choc de logement afin de construire davantage, de construire mieux, 500 logements nouveaux, dont 150 000 logements sociaux, cela aussi c'est du soutien à l'emploi. Je rappelle qu'un logement produit représente 1,8 emploi. 2013 sera une année charnière pour le logement, avec la loi cadre sur le logement et l'urbanisme. Ce sera un texte majeur. Je pense notamment aux documents d'urbanisme, dont la complexité et l'empilement les empêchent d'être pleinement opérationnels.

Je pense aussi à un autre volet de cette loi, qui sera entièrement consacré à l'amélioration du parc de logements existants, ce qui passe par une lutte contre l'habitat indigne et des actions pour améliorer la performance énergétique des logements.

Un autre pilier de ce texte s'attaquera spécifiquement à la modernisation des rapports entre propriétaires et locataires.

Je n'ai malheureusement pu être exhaustive, beaucoup d'autres chantiers sont engagés, je pense également à l'hébergement d'urgence. Mais avec notre détermination collective, nous ferons réussir cette politique, nous ferons réussir le changement, nous ferons réussir le Parti socialiste. »



Jean-Pierre Mallet

“ Nous devons convaincre nos élus territoriaux. Il faut absolument qu'ils appliquent cette loi SRU, qu'ils définissent une gestion prévisionnelle du foncier communal en utilisant les droits de préemption et les autorisations de permis de construire. Les maires ont du pouvoir, il faut qu'ils l'exercent pour que le logement social soit effectif sur leurs communes. ”



Marc Coatanéa

« Mes chers camarades, je me réjouis tout d'abord que notre parti ait placé cette rencontre évidemment sur les questions de mobilisation économique et sociale, mais ait pris soin de placer celles des avancées sociétales dans les combats que la gauche veut porter avec François Hollande, comme avant lui Lionel Jospin avait de manière significative fait avancer des droits, je pense au pacs, comme avant lui François Mitterrand, avait lui aussi marqué dès 1981 de nouvelles avancées en

dépénalisant les relations homosexuelles par exemple.

C'est toujours la gauche qui est en avance sur le combat pour faire avancer les droits dans notre société, et je suis heureux, moi, ce matin, que le PS sache marcher sur ses deux jambes, les questions économiques et sociales, mais aussi les questions sociétales.

On le voit, la droite, et on le sait, avait déjà sous-traité les questions économiques au Medef. Dès lors, elle sous-traite aux conservateurs, quand ce n'est pas pire, aux intégristes, sa propre réflexion, sa propre parole sur les questions de société. Honte à Jean-François Copé qui n'a rien trouvé de mieux à faire que d'organiser un séminaire sur la famille qui n'a été rien d'autre qu'un lieu de défoulement absolu et de clichés homophobes. Certaines paroles allant même jusqu'à parler de malades mentaux! Qu'ont donc à faire ces mots dans un débat sur la famille, sinon à générer l'amalgame.

C'est ce que la droite fait depuis le début sur tous ces sujets de société sur lesquels elle ne veut pas que la politique donne de nouveaux droits dès lors qu'il s'agit d'homosexuels. C'est ça, la réalité. La droite a aujourd'hui une vision unique, une vision étriquée de la famille, quand nous, nous voulons protéger toutes les familles dans leur diversité, qu'elles soient monoparentales, qu'elles soient recomposées, qu'elles soient

homoparentales. Là n'est pas le sujet, pour nous, c'est bien l'ouverture des droits de protection et de liberté que nous voulons porter.

Alors certes, c'est un combat qui est difficile, qui nécessite beaucoup de débats, de débats menés sereinement, de l'argumentation qui soit apportée au bon niveau de ce que nous voulons dans un débat républicain, pour trancher et apporter des solutions. Nous sommes attendus sur la PMA; nous sommes attendus sur d'autres sujets comme sur le droit de vote des étrangers; nous serons attendus sur la fin de vie dans la dignité; des sujets qui sont à mener par le combat politique que nous, militants socialistes, avons à faire partager à nos concitoyens.

Et là, le Parti socialiste a un rôle essentiel pour mener ce combat qui n'est qu'idéologique face au conservatisme que j'évoquais. Le Parti socialiste, et j'en suis très fier, mon cher Harlem, ne fixe pas sa ligne aux aléas des sondages, mais il porte, comme tu le fais tous les jours avec force, nos convictions, quel que soit l'état de l'opinion au regard du sujet, dont nous sommes en train d'essayer d'apporter des réponses, en étant fidèles à nos valeurs universelles.

C'est au fond cela le courage politique, pas celui de flatter les Français, ne pas laisser place aux bas instincts qui s'expriment parfois, mais de convaincre encore et toujours pour nos valeurs, pour notre combat, qui s'inscrivent dans l'histoire de la République, qui est toujours laïque. C'est ce que nous voulons porter.

Alors oui, le Parti socialiste va avoir besoin de la mobilisation de toutes et tous dans nos sections, et c'est ce à quoi je veux vous appeler comme secrétaire national en charge des Questions de société: avoir un travail qui soit ouvert sur la société, en associant tous les acteurs de terrain, pour porter les réponses d'aujourd'hui et de demain pour faire le progrès ensemble. C'est un Parti socialiste mobilisé dans nos fédérations, nos sections.

Alors au travail camarades, nous avons beaucoup à faire encore pour faire progresser notre société.»



Cédric Delmotte

“ Je voulais rappeler que la loi pour le mariage pour tous était bien une loi pour l'égalité des droits, car ce projet répond à un besoin de sécurisation pour les couples. Une loi qui renforce nos institutions, car son but est de garantir la sécurité des enfants en leur donnant les mêmes droits que pour ceux issus de parents hétérosexuels. Une loi qui reconnaît aussi les mutations de notre société, et qui est moteur de l'évolution des mentalités. ”



Josiane Alerte

“ La vie est encore plus chère pour les pauvres, qui constituent déjà deux personnes sur six en Martinique. La loi Lurel date de novembre, les premiers décrets commencent à paraître pour la mettre en œuvre. On ne peut pas encore en mesurer l’impact, mais en tout cas, dénoncer l’aggravation des prix, et la paupérisation des consommateurs en dessous du seuil de pauvreté.. ”



Adeline Hazan

« Notre direction est paritaire, et les tables-rondes sont paritaires. J’en félicite les organisateurs. Quelques mots simplement pour vous dire que, bien sûr, nous le savons, depuis le 6 mai dernier, d’énormes progrès ont été faits sur l’égalité femmes/hommes par le gouvernement, la loi contre le harcèlement sexuel immédiatement, bien sûr auparavant la parité au gouvernement, la lutte contre le temps partiel, l’éducation à l’égalité dans les écoles,

la parité aux élections locales, le remboursement à 100 % de l’IVG, et bien d’autres réformes.

Pour la première fois depuis très longtemps, nous avons eu la nomination d’une ministre aux Droits des femmes, ministre de plein exercice, on l’attendait depuis très longtemps, qui plus est, elle est porte-parole du gouvernement, ce qui est symboliquement quelque chose de très fort. Cela a montré que justement l’égalité et les droits des femmes n’étaient pas la cerise sur le gâteau, ou la thématique qu’on mettait à côté, mais véritablement un but, un objectif, pour réformer la société.

C’est très bien, on s’en félicite. Nous sommes aujourd’hui devant les secrétaires de section. Je voudrais lancer un appel aux secrétaires de section. Je vais quand même vous donner quelques chiffres qui vont vous montrer qu’il y a comme on dit dans les colloques où on veut être bien élevé, une marge de progression importante à obtenir.

Dans notre organisation politique, pourtant très en pointe bien sûr sur ces questions, par exemple, les trois quarts des personnes qui passent dans les médias sont des hommes. Ils sont peut-être meilleurs, mais les trois quarts sont des hommes. Dans notre parti, huit responsables fédéraux sur dix sont des hommes. Dans notre parti, actuellement, alors que c’est obligatoire dans les statuts, je vous le répète et je le rappelle, une fédération sur cinq n’a pas nommé de référent ou de référente pour l’égalité femmes/hommes. Franchement ce n’est pas bien. Et vous devez le faire, c’est obligatoire.

Dans notre parti, les instances fédérales sont composées en moyenne de 40 % de femmes. On va dire : ce n’est pas mal, ça progresse. Non, ce n’est pas suffisant, il faut que ce soit 50 %. Ce qui prouve qu’il y en a qui sont au-dessus de 40, parce qu’il y en a quand même beaucoup qui tournent encore autour de

15 %. Donc là, il ne faut quand même pas déconner, si je puis dire. Et il y a même un bureau fédéral, que je ne citerai pas, avec zéro femme.

La salle est remplie, je vois des femmes, mais je vous indique quand même qu’il n’y a que 20 % de femmes actuellement depuis le dernier congrès, qui sont secrétaires de section. Ce n’est quand même pas beaucoup.

Ce n’est pas possible, on ne peut pas en rester là, il y a une volonté à la tête de notre parti d’avoir justement désigné une secrétaire nationale aux Droits des femmes, qui plus est conseillère auprès du Premier secrétaire chargée de la parité, une secrétaire nationale adjointe, qui est là, Mine Günbay, qui est ici, qu’on peut saluer.

Alors, comment peut-on avancer ? Avec de la volonté bien sûr. Avec aussi peut-être un travail sur nos représentations. Je ne vais pas faire de la sociologie ici, mais un travail sur nos représentations sur le genre, sur le pouvoir etc. Il faut vraiment que cela avance.

Et c’est pour cela que je voulais simplement vous appeler à une mobilisation sur ces thèmes, à une mobilisation pour que lors du prochain congrès, notre parti soit véritablement exemplaire sur cette question, qui est vraiment, une question de rénovation de la société, et pas simplement une volonté de quelques femmes qui s’excitent parce qu’elles voient qu’il n’y a pas assez de femmes dans les instances.

Un dernier mot pour vous dire aussi que notre Premier secrétaire, Harlem Désir, m’a demandé de créer une organisation, une association qui s’appellera Féminisme et Socialisme, et qui sera justement une structure qui réunira, au-delà du Parti socialiste lui-même, qui permettra de réunir des hommes et des femmes, pas seulement des femmes, qui pour des raisons X ou Y, n’ont pas envie de s’engager complètement dans un parti, mais qui ont envie de participer à la réflexion des intellectuels, des responsables dans les entreprises, qui veulent justement être aussi un aiguillon pour notre réflexion.

Nous sommes en train de monter cette association. Je pourrai vous en dire plus dans quelques semaines. En tout cas, pour les secrétaires fédérales qui seraient ici aujourd’hui, je la réunit le 16 février prochain.

Voilà, chers camarades, en quelques minutes, vous voyez l’immense chantier qui se trouve devant nous. Je pense que nous pouvons le relever collectivement, et surtout se dire que l’égalité femmes-hommes c’est bien d’en parler, mais c’est encore mieux de la réaliser.»



Laurence Rossignol

« Il y a une crise, un sujet qui n'a pas été évoqué, et pourtant, c'est une crise qui surplombe toutes les autres, percute toutes les autres crises, et qui nous impose de penser l'avenir sous forme de nouveau modèle.

Cette crise, c'est la crise écologique. Si nous n'en avons pas parlé, ce n'est pas parce que nous l'ignorons, ce n'est pas parce que nous la

méprisons, c'est parce que nous la préservons pour un temps de débat plus long.

Harlem, dans son discours de Premier secrétaire d'investissement à Toulouse nous avait dit : le Parti socialiste est un parti écologiste. Et ce parti écologiste tiendra le 23 mars prochain un forum spécifiquement dédié à la transition écologique, au cours duquel nous parlerons à la fois des rapports entre la gauche, la pensée socialiste et l'écologie et la nature. Nous parlerons de la transition énergétique, de la fiscalité écologique, nous parlerons de nouvelles industries. Nous n'éviterons aucun sujet, nous irons dans toutes nos contradictions, le 23 mars, parce que nous l'avons voulu, le PS va être réellement un parti écologiste. »

2^E TABLE-RONDE : LE CHANGEMENT SOCIAL : AU QUOTIDIEN AVEC LES FRANÇAIS



Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale

« Cher Harlem Désir, chers amis, chers camarades, on m'a souvent reproché, je l'ai lu, d'avoir consacré beaucoup de temps, de passion, d'intérêt au Parti socialiste. Je dois dire que je ne le regrette pas, et que je suis heureux ce matin de vous retrouver. Beaucoup de visages amis qui nous renvoient à tellement de réunions et tellement de combats ces vingt dernières années.

Après dix ans d'opposition, elles ont été dures ces dix années, dix ans d'opposition, parfois même un peu de divisions entre nous, des bons moments aussi, mais dix ans difficiles après une défaite tellement injuste, que nous avons vécue tellement douloureusement en 2002, nous voilà ayant retrouvé le chemin des responsabilités. Pardonnez aux socialistes d'avoir quelques convictions, un idéal, une ambition pour leur pays. Après dix années tellement implacables pour l'école, de régression sociale, d'abaissement intellectuel et moral, d'attaques contre les fondements de la République, son école, car l'école et la République, c'est un même mouvement depuis la Révolution Française, contre la laïcité, contre les valeurs mêmes de la connaissance ; oui, le président de la République, soutenu par tous les socialistes, a décidé de faire de l'école la priorité de l'action du quinquennat.

C'est une question, bien entendu, de moyens, après 80 000 suppressions de postes en cinq ans, la suppression des réseaux d'aide aux enfants en difficulté, la suppression de la formation des enseignants. Mais c'est aussi une question d'idéal et de valeurs. Les attaques, vous vous en souvenez, contre les professeurs des écoles, les instituteurs, soi-disant

les prêtres ou les pasteurs seraient plus capables d'enseigner le sens de la vie ; la présentation de la loi de 1905 comme une loi de conflit ; le mépris pour les valeurs de la connaissance, les propos sur la Princesse de Clèves ou sur les chercheurs ; c'est un redressement matériel que nous devons conduire, avec le million de chômeur en plus, avec les 600 milliards de dette, avec une compétitivité épuisée, un commerce extérieur défaillant, et c'est la responsabilité des socialistes et de la gauche ; mais c'est aussi un redressement intellectuel et moral. C'est à l'école qu'il appartient de le conduire.

Vous savez, quand on regarde les résultats de la France et des enfants de France, les résultats scolaires, les performances scolaires, c'est un crève-cœur pour les Républicains.

Trois choses. Premièrement, un plafond de verre. En 1984, Jean-Pierre Chevènement fixait, comme ministre de François Mitterrand, l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Nous n'y sommes pas, et nous n'avançons plus depuis quelques années. Ce n'est pas le cas de tous les pays. Ces dernières années, le nombre d'inscrits d'une génération pour l'enseignement supérieur a baissé.

Deuxièmement, la qualité de ces enseignements. Nous sommes derniers d'Europe pour les langues étrangères, nous sommes le pays de l'OCDE où le taux d'encadrement pour le primaire est le plus faible. Nous avons maintenant des résultats en termes de compétences, de lecture, de sens, de confiance en eux-mêmes des enfants, qui sont les derniers du continent européen. La France de Condorcet, la France de Jaurès, la France dont on disait à l'instant, quand elle néglige sa jeunesse, elle néglige son avenir.

Et troisièmement, pour des socialistes, sachez que malgré les efforts, les zones d'éducation prioritaires depuis Savary, aujourd'hui, les écarts entre les enfants des quartiers favorisés et des quartiers défavorisés se sont accrus. Quand on dit qu'il y a 15 à 25 % d'enfants en difficulté au début du collège, n'oubliez jamais qu'ils sont plus de 30 % dans les zones d'éducation prioritaires, et que c'est en train de s'accroître. Cette situation est inacceptable. Et le président de la République a décidé, c'est une responsabilité d'homme d'État, parce que l'action sur l'école est une action longue, de mettre en mouvement une refondation de l'école de la République, parce qu'elle sera aussi une refondation de la République elle-même.

Les priorités, on va avoir l'occasion d'en parler, je ne veux pas être long. La priorité au primaire, c'est une évidence. L'accueil des petits, des moins de trois ans dans les zones en difficulté. Le principe de plus de maîtres que de classes. Le fait d'inscrire dans la durée cet effort. 7 000 postes supplémentaires pour plus de maîtres que de classes, 3 000 pour l'accueil dans les maternelles, deux tiers des postes vers le primaire sur les 60 000.

Deuxièmement, la remise en place, il ne faut jamais l'omettre, c'est une priorité, d'une formation des enseignants et de l'année de stage. Sachez que pour les deux premières années, c'est 27 000 postes. Si on veut que les élèves réussissent, il faut bien former les professeurs. C'est le facteur que l'on a identifié comme le plus simple mais le plus probant. La droite a détruit cette formation. Et vous connaissez la situation des stagiaires. Nous avons à réparer.

Et troisièmement bien sûr, la réforme des rythmes scolaires. Tout le monde est pour. Tout le monde sait que la situation de la France est intenable. Tout le monde sait que ce sont nos enfants qui paient cette dette éducative. 144 jours de classe par an ! Unique pays au monde à donner si peu de jours de classe à ses enfants. Mais comme nous ne sommes pas à ça près, nous bourrons les journées : six heures dès le CP, plus l'aide individualisée, en contravention avec tous ceux qui s'expriment sur le sujet. Les parents, qui voient des enfants fatigués, l'Académie de médecine, les chronos biologistes. Et on se dit : " Ah ! Les résultats sont moins bons. " Mais il n'y aurait pas de cause ? Si, il y a des causes. Et les rythmes scolaires à côté de la suppression de la formation, du manque de moyens pour le primaire, c'est une grande cause.

Alors nous savons que c'est difficile, tout le monde est d'accord, les assemblées se sont prononcées, mon prédécesseur de droite avait fait une consultation, nous en avons refait une. Et puis quand on passe à l'action, c'est difficile, je le comprends, je comprends les uns et les autres. Mais l'intérêt des élèves, l'intérêt général, l'avenir du pays, la capacité à se redresser, suppose que nous soyons capables de faire de grandes réformes de structure. L'intérêt général, et les socialistes l'ont toujours porté, ça ne peut pas être, et ça n'est jamais la juxtaposition et la conciliation de tous les intérêts particuliers.

Nous devons respect à chacun, aux collectivités locales qui sont engagées dans cette affaire, aux enseignants qui sont au front, aux parents bien sûr qui vont voir eux aussi leurs habitudes se modifier. Mais nous devons à la jeunesse de France, parce qu'elle est notre priorité, nous devons à l'école parce qu'elle est notre avenir, d'être capables de réussir les grandes réformes que la France a été incapable de réussir.

Cette grande réforme, vous l'avez portée, cette grande réforme est un engagement du président de la République, cette grande réforme, nous allons la réussir ensemble. À ce moment comme dans tous les moments, nous sommes dans un affrontement politique, nous avons besoin des socialistes, nous avons besoin de vous, nous sommes là au cœur d'un combat qui est un combat de valeurs ; c'est un combat aussi éminemment politique dans les jours qui viennent.

Nous comptons sur vous pour nous aider à le gagner. »





David Assouline

« Ayant entendu Harlem Désir vous appeler à être tous les porte-parole du changement, je suis très heureux de pouvoir partager à des milliers d'exemplaires cette fonction qui m'est dévolue, et vous dire comment je l'entends.

Cette réunion annuelle, c'est une réunion importante pour moi, comme militant du Parti socialiste. J'ai toujours considéré que c'était la réunion la plus importante que nous avons

chaque année. Pourquoi ? Parce que dans un monde politique où se joue tous les jours dans la sphère médiatique, des joutes politiques, nous savons, parce que nous avons choisi d'être militants d'un Parti socialiste, et pas seulement des observateurs, que nous sommes un parti, derrière nous, il y a, sur l'ensemble du territoire, dans des milliers et des dizaines de milliers de communes, des militants en chair et en os, des secrétaires de section qui de façon vivante, avec leurs convictions, avec l'exemple qu'ils montrent autour d'eux, par leur passé, par leurs engagements, par leurs luttes, ils montrent ce qu'est ce Parti socialiste.

Et alors, il n'y a pas mieux, en particulier dans cette période où nous sommes aux affaires pour gérer l'État, mais aussi très souvent pour gérer les collectivités territoriales ; il n'y a pas plus important que de montrer que nous sommes un parti de militants, avec des convictions, et que partout, nous relayons, nous écoutons, nous faisons remonter, nous irriguons autour de nous avec ces convictions.

Voilà ce que vous devez être dès demain matin, dès après-demain matin : ne pas vous dire qu'un secrétaire de section,

mais vous le savez, c'est la gestion administrative de quelques dizaines de militants. Non ! C'est avant tout le fait que vous portiez, vous, auprès des militants et auprès des citoyens, cette fierté de ce qui se fait aujourd'hui pour le pays. C'est ça que l'on attend. Nous sommes confrontés à des difficultés, vous le voyez encore plus sur le terrain, mais c'est aussi avec ce que vous allez exprimer à l'extérieur, montrer à l'extérieur votre fierté des réformes que nous engageons, des mesures que nous engageons, de la confiance que nous avons dans tout ce qui est fait, notamment pour l'emploi, et comment, à chaque fois, c'est la justice qui guide les décisions de ce gouvernement.

Mais aussi parce que, comme le disait un secrétaire de section, qui me parlait tout à l'heure, de Saint-Jean-de-Luz : *"Tu sais, nous, on a vu que même dans une campagne présidentielle, où beaucoup de choses se jouent dans la sphère médiatique, l'impact qu'avait le déploiement sur le terrain, quand nous avons commencé à faire 1 600 porte-à-porte, on a vu que c'était là que les scores étaient réalisés les plus gros et les plus fermes."*

Eh bien, aujourd'hui, c'est encore le cas. Ce n'est pas : le gouvernement gère et puis nous accompagnons tant bien que mal et on attend les résultats. C'est au quotidien ce que vous allez porter, ce en quoi vous allez croire, les arguments que vous déploierez, qui pourront continuer à faire qu'il y ait la confiance autour de nous. Et cette confiance et cette fierté, c'est indispensable, non pas pour faire des résultats électoraux aux municipales, mais pour réussir le changement.

Car la chose la plus importante pour nous qui sommes militants et pas observateurs, c'est, comme disait Saint-Exupéry : *"Tu n'es pas là pour prévoir l'avenir, mais tu es là pour le permettre."* Eh bien les socialistes doivent être là pour permettre ce changement, pour mobiliser autour de nous, pour écouter, pour continuer à débattre, pour faire remonter, pour être le Parti socialiste. »





Aïda Duplessis
Section socialiste
de Bamako



N'oubliez pas qu'il y a 2,5 millions de Français qui vivent à l'étranger. Il ne faut pas l'oublier; et nous n'avons pas tous la situation d'un Gérard Depardieu ou d'un Bernard Arnault, vous vous en doutez bien. Nous avons les mêmes problèmes que certains Français d'ici. Je suis née malienne, et je suis devenue française de par mon mari, qui m'a fait comprendre la culture française et qui me l'a fait aimer.

L'intervention de François Hollande au niveau du Mali, elle est tombée à point, sinon le Mali serait rayé aujourd'hui de la carte. La population malienne a très bien accueilli cette intervention, parce qu'on n'avait plus d'autre solution. C'est un cadeau qui nous est tombé vraiment du ciel. Je suis fière d'être socialiste, et merci François Hollande.



Alain Fontanel

« Beaucoup a été fait ces deux dernières années. Les secrétaires de section, les fédés, tous les camarades ont été énormément sur le terrain, à la fois pour les Primaires, pour l'élection présidentielle, et aussi pour les législatives, bien sûr, et avant pour les sénatoriales. Nous devons continuer ce travail sur le terrain de mobilisation, parce que, évidemment, il faut convaincre, il faut expliquer, il faut donner du sens aux réformes que le

gouvernement et le président mettent en œuvre.

Il y a des questions, on le sait, parfois, chez les camarades eux-mêmes, mais il faut aller, avec des argumentaires, expliquer, réexpliquer et défendre tout le travail qui est fait. Il faut le faire dans le dialogue, dans l'ouverture et dans l'interactivité avec les citoyens. C'est le sens de cette table-ronde. C'est ce que l'on va vous présenter aujourd'hui.

Expliquer, c'est d'abord nous armer. Nous armer idéologiquement, bien sûr. C'est tout le travail des argumentaires que prépare Sarah Proust, qui est notre secrétaire nationale à la Riposte. Vous avez d'ailleurs dans les sacs qui vous ont été distribués un travail complet, un kit complet qui a été préparé notamment par Sarah et par Guillaume mais avec aussi l'ensemble des secrétaires nationaux thématiques sur les différents sujets, sur les différentes réformes. Faites-en le meilleur usage pour vous-mêmes, mais aussi autour de vous. Vous pouvez le distribuer. Il est disponible sur le site pour pouvoir être distribué à tout le monde.

Mais évidemment, nous armer, c'est aussi nous former. Et c'est tout le travail de relance de la formation que fait Delphine, qui est là à mes côtés, et aussi celui des universités citoyennes populaires que nous allons mettre en place dans toute la France avec Malek Boutih.

Dans le travail d'argumentaire, il y a un enjeu particulier : la bataille contre la droite bien sûr, mais aussi contre l'extrême droite. Nous allons mettre en place des groupes de travail, en particulier dans certains départements du sud, mais aussi dans le Nord et le Pas-de-Calais, pour bien préparer les prochaines échéances, pour bien préparer les municipales ; et

pour cibler en particulier cet objectif qui est de la lutte contre l'extrême droite.

Mais nous armer, c'est aussi bien sûr tout le matériel de campagne. Vous en avez eu beaucoup ces dernières semaines, en particulier le tract « Tout pour l'emploi », distribué à deux millions d'exemplaires, et il y avait eu aussi la campagne voulue le 6 mai.

Nous allons multiplier les campagnes dans les prochaines semaines et dans les prochains mois. Vous devez être, par des opérations « tous sur le pont » comme vous le faites régulièrement, les relais de ces campagnes de défense de la politique du gouvernement et des réformes qui sont engagées, les réformes de gauche, les réformes qui vont permettre de redresser le pays.

Harlem nous le disait tout à l'heure, il faut aussi inventer de nouvelles manières de militer. C'est notamment les rencontres locales sur des endroits fixes, qu'il a appelées les « Places aux citoyens. » On l'a déjà fait un peu pendant les Primaires, avec un candidat ou avec un mandataire qui venait avec un barnum et avec un micro expliquer directement sur les places, sur les marchés, les programmes des candidats. Nous devons faire la même chose avec les réformes qui sont en cours. Vous aurez du matériel spécifique pour pouvoir organiser ces déplacements particuliers sur le terrain.

Enfin, il faut bien sûr écouter directement les Français. C'était le succès des Primaires. C'était ce contact direct avec les Français, avec les sympathisants de gauche. Écouter, expliquer, dialoguer, mais aussi faire remonter, c'est tout le sens des ateliers du changement que Carlos Da Silva, le secrétaire national à la mobilisation et aux campagnes du parti, vous présentera.

Enfin, nous devons bien évidemment, au-delà du travail de militant de défense des réformes en cours, préparer l'avenir. Préparer l'avenir, c'est préparer les prochaines victoires, bien sûr, c'est ce socialisme d'innovation qu'évoquait notre Premier secrétaire tout à l'heure. Il faut produire des idées nouvelles, il faut aller au contact des Français pour tester ces idées.

Il y aura, d'ici l'été, plusieurs conventions. Une convention Europe avec quatre groupes de travail, une convention sur la transition énergétique, mais aussi de nombreux forums, par exemple sur l'emploi et le dialogue social. Il y a toutes les commissions thématiques des différents secrétaires nationaux. Nous allons vous solliciter, solliciter les secrétaires fédéraux thématiques pour qu'ils y participent. Ces commissions se

réunissent à Solferino, mais aussi, dans les territoires en tant que de besoin.

Enfin, nous allons réactiver le Lab pour qu'il puisse continuer et reproduire à nouveau toutes les idées qu'il a pu apporter dans le cadre de la préparation des Primaires.

Pour terminer, évidemment, nous devons aussi moderniser notre organisation. Nous l'avons fait, vous l'avez fait dans les sections, dans les fédérations. Il y a aussi le travail de rédaction des nouveaux statuts. Ils vous sont distribués aujourd'hui. Il y a le guide de l'adhérent, il y a le guide du secrétaire de section. Ce sont des outils de travail pour vous, des outils de militantisme et de démarche politique. Mais il faut aussi moderniser un outil que l'on connaît bien dans les fédérations et dans les sections, qui est ROSAM. ROSAM a beaucoup vieilli, mais il faut qu'on puisse, sur les résultats de la BUP, que nous

avons beaucoup utilisée pendant les Primaires, avoir une base de données enfin efficace, complète, qui permette de mobiliser l'ensemble des militants, mais aussi des sympathisants. Nous allons mettre en place un groupe de travail avec plusieurs premiers fédéraux et des secrétaires de section pour aller dans cette direction.

Enfin, moderniser notre organisation, développer de nouvelles idées, bien sûr, mais aussi préparer les échéances électorales à venir. Ce sera la conclusion de Luc Carvounas, qui vous parlera des discussions avec nos partenaires de la gauche ; et Christophe Borgel, qui nous parlera de la préparation des échéances électorales, en particulier des municipales, mais aussi du redécoupage des cantonales. »





Delphine Mayrargue

« Pour faire le lien avec ce que disait à l'instant Alain, effectivement, la formation est là pour contribuer à l'armement des militants, pour mener la bataille politique, celle dont nous parlait Harlem longuement ce matin, pour la défense du gouvernement et sur les thèmes que nous voulons imposer dans le débat, bien sûr. Elle est là aussi pour armer les militants dans la bataille culturelle.

Je crois vraiment que c'est important pour nous de nous dire qu'il faut qu'avec nos militants, nous prenions le temps de comprendre et de reconnaître la complexité des enjeux.

On a vécu cinq années de sarkozysme où tout était simple, où tout était binaire, manichéen : il y avait les gentils, il y avait les méchants, c'était frontal. Aujourd'hui, assumons que les choses soient plus complexes. Cela demande du temps, de la compréhension, du partage, de la discussion, des débats. Et c'est ça aussi la formation.

L'action militante efficace sur le terrain, le porte-à-porte, les distributions de tracts, elle ne peut remplir pleinement son rôle, atteindre cette efficacité, que si elle est le prolongement naturel d'une formation politique. Et j'insiste beaucoup sur ce point-là, parce que rien ne sert de simplement former des militants à la prise de parole, au porte-à-porte, s'il n'y a pas l'armature politique de fond.

C'est pour cela que, notamment dans les universités permanentes, qu'on est en train de relancer, on va réunir dans quinze jours une centaine de militants socialistes et jeunes

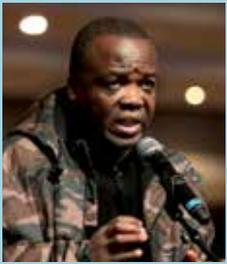
socialistes, il y a toute une séance évidemment autour des outils du militantisme ; mais il y a aussi une séance de fond autour du thème du travail, avec Jean-Marc Germain et avec d'autres invités, pour bien partager et mettre à niveau sur les enjeux de fond.

Je crois, seconde chose, qu'il faut se rappeler que l'horizon culturel de la gauche, c'est d'être en capacité de se projeter dans le futur pour bouleverser les pesanteurs. On le voit de façon caricaturale avec le débat autour du mariage pour tous, et c'est un élément important, c'est le sens du progrès, et c'est fondamental pour la gauche. Donc il faut se donner la capacité de résister aux conservatismes, de bouleverser les choses. Et cela demande aussi de s'appuyer sur la formation, sur la riposte.

Je veux insister, j'en parlais tout à l'heure au déjeuner avec le premier fédéral de la fédération de Martinique et un camarade de Guadeloupe, sur l'importance, en matière de formation, des initiatives décentralisées au plus près des militants. Donc les universités permanentes, on vous invite à les déployer. Je réunis les secrétaires fédéraux à la formation dans quinze jours également, je leur porterai ce discours-là : on est là pour accompagner toutes les initiatives locales en matière de formation, en matière de débat. On relance au niveau national Les entretiens de Solférino. On fait, en présence d'Harlem et avec Frédéric Hocquard, le secrétaire national à la culture, un premier débat autour de : « Argent de la culture, culture de l'argent », le 21 mars. On encouragera les fédérations à organiser ces entretiens à un niveau décentralisé.

Je veux simplement, en concluant, dire que, parce que nous ne sommes pas un parti de supporters, ni au niveau national ni au niveau local, parce que nous sommes un parti de transformation de la société, nous avons besoin de cette armature, de prendre ce temps nécessaire au travail de fond et à cette articulation entre formation politique et action militante.»





Pacôme Adjourouvi



Par ces moments qui sont difficiles pour le gouvernement et pour la gauche au pouvoir en général, il est du devoir de tous les militants socialistes, d'aller sur le terrain, d'expliquer ce que fait le gouvernement. Je prends un seul exemple : qui se souvient de la revalorisation de l'allocation de rentrée, qui permet aux familles les plus défavorisées de notre pays de faire leur rentrée dans des conditions satisfaisantes ? En tout cas, à Evry, c'était une réussite. Et ça, il faut que nous puissions communiquer là-dessus.



Laurent Johanny



Je n'en peux plus de voir le député-maire du Puy en Velay distribuer des tablettes numériques dans les écoles privées en nous disant qu'il vaut mieux des tablettes numériques pour apprendre à lire à nos enfants que des professeurs. Je n'en peux plus de voir des subventions aller aux écoles privées. Aussi, j'aimerais simplement demander à mon parti, comme je l'ai demandé à Vincent Peillon, de venir répandre la voix de l'école républicaine, de l'école laïque au sein de nos territoires, au Puy-en-Velay.



Thomas Pujalon



Dans ma ville, beaucoup de gens arrivent de Paris, s'installent en proche banlieue. Ils votent pour Bertrand quand ils sont à Paris, mais qui votent pour le maire de droite quand ils passent le périphérique ; et nous avons un gros travail à faire en termes de crédibilité. Je crois que nous avons aujourd'hui besoin du PS dans son ensemble pour faire ce travail de conquête et de gain en crédibilité.





Carlos Da Silva

« Ce qui est intéressant, au fond, dans toutes les interventions qui ont eu lieu depuis ce matin, c'est la référence que nous faisons à nos actions militantes, à notre présence, à ce que nous souhaitons pour les Françaises et les Français.

Depuis l'élection présidentielle et même avant, bien évidemment, les Français-e-s nous interpellent. Ce que nous avons envie de faire avec Harlem et l'ensemble de la direction

nationale, c'est de trouver des lieux où elles et ils pouvaient nous interpellier.

Moi, j'ai la conviction, nous avons la conviction que, si nous avons gagné l'élection présidentielle, c'est évidemment à la capacité qu'ont eu Martine Aubry et Harlem Désir dans leurs responsabilités à faire travailler le parti sur le projet qu'on le doit.

Nous avons aussi la conviction que c'est évidemment la capacité que nous avons eue à décider entre nous que nous allions ouvrir nos portes et nos fenêtres et faire participer les Françaises et les Français aux Primaires, à partir de notre volonté commune de porter l'un d'entre nous à gauche à la tête du pays.

Nous avons évidemment fait évoluer notre formation politique. Chacun se souvient, à l'époque, des critiques que nous essayions. Mais nous avons, je crois, aussi fait évoluer l'ensemble de la République et de la démocratie, parce que ceux-là même qui hier critiquaient notre démarche, on les entend aujourd'hui dire qu'il faudra le faire. Évidemment, ils disent : « Il faudra le faire. » Trop peu habitués au fonctionnement démocratique, ils ont commencé par s'entredéchirer, en interne, et d'ailleurs, ils n'en sont, je crois, toujours pas tout à fait sortis.

La conviction que nous avons, c'est que cet élan démocratique, cette capacité que nous avons eue à associer le peuple de gauche au choix de notre candidat, mais aussi à la campagne qu'il a menée, nous devons la maintenir quand nous sommes au pouvoir. Et les ateliers du changement, au fond, ce n'est ni plus ni moins que cela. C'est de dire aux Françaises et aux Français : « Vous qui avez souhaité le changement et qui êtes venus participer aux Primaires, vous qui nous avez aidés à faire la campagne, vous qui êtes venus voter en nombre, souvent pour François Hollande dès le premier tour, mais pas seulement, parfois d'autres candidats, vous qui avez souhaité cette alternance, venez nous rencontrer, venez nous dire à la fois ce qui fonctionne, parce que, évidemment, on a besoin aussi d'entendre cela. Mais nous avons aussi besoin d'entendre au fond ce qui ne va pas, la façon dont vous voulez que cela aille plus vite, que cela aille différemment. Au fond, ce que nous demandons aux Françaises et aux Français à travers les ateliers du changement, c'est d'être coproducteurs de ce changement.

Ainsi, le 7 février, nous organiserons le premier atelier du changement. Nous serons accueillis par le premier secrétaire fédéral du Finistère, Marc Coatanéa, et autour de Harlem Désir, nous allons avoir cette première rencontre. Mais évidemment, Harlem Désir, même s'il fera un tour de France, pour reprendre une terminologie qui avait été utilisée par la précédente Première secrétaire, Martine Aubry, ne fera pas toutes les régions de France. Il en fera un grand nombre, mais tout cela repose sur chacune et chacun des premiers secrétaires fédéraux, sur chacun et chacune des secrétaires de section.

Et quand les deux ou trois premiers ateliers du changement auront eu lieu, vous recevrez, et ce sera évidemment téléchargeable, des kits, pour pouvoir non seulement animer des réunions, mais ça vous savez déjà toutes et tous le faire, mais des réunions, où on se met à l'écoute, à la disposition des Françaises et des Français pour que nous puissions, comme je l'ai dit déjà deux fois, mais je vais le redire, coproduire avec elles et avec eux le changement. »





Choukri Yonis



Aujourd'hui, être le porte-parole des projets gouvernementaux, c'est beaucoup moins évident à partir du moment où, en fait, les gens nous disent: « Mais on vous a donné la majorité. Aujourd'hui, à vous d'agir. » Je pense que si nous voulons véritablement que ces ateliers soient utiles pour porter le changement et faire des Français les co-acteurs du changement, il va nous falloir nous former, nous, militants, à être les rapporteurs.



Marianne Reynaud



Aujourd'hui, moi, dans ma section et dans ma fédération, les militants sont des vrais acteurs du changement et de la réussite du parti dans notre département, puisque les idées ne viennent pas que du haut, elles viennent aussi du bas. Les militants veulent organiser un débat, on va les accompagner, on va les aider à faire ce travail, mais par contre, on tient à ce qu'ils soient acteurs de toutes les démarches.





Sarah Proust

« En quelques minutes, trois objectifs, trois chantiers, trois outils.

D'abord sur les objectifs, que je me suis assigné au secrétariat national et avec l'ensemble de l'équipe. Le premier, c'est la pédagogie du contexte et de la réforme. Nous savons le contexte extrêmement contraint dans lequel travaille le gouvernement, et il nous faut expliquer à nos concitoyens cette situation-là. Ils la connaissent, ils la vivent, mais il faut expliquer comment s'articule une situation

complexe et un calendrier de réformes. Le gouvernement le fait dans toutes les concertations qu'il mène avec les acteurs concernés. Nous devons, nous, organisation politique, le faire aussi avec nos concitoyens, expliquer, argumenter, et ça va être le cas dans les ateliers du changement, pour donner un fil conducteur et donner du sens à l'action du gouvernement.

Tous les jours, le gouvernement agit, c'est à l'organisation politique, c'est à nous, dans les sections, dans les fédérations, de donner du sens, en expliquant comment un projet gouvernemental se construit.

Le deuxième objectif, c'est la question de la présence militante. Nous devons être dans une campagne, une campagne permanente, ne jamais rompre le lien que nous avons eu avec nos concitoyens, et c'est évidemment le deuxième objectif. Le troisième, pour finir, c'est le combat politique. Nous ne pouvons pas seulement attendre du gouvernement qu'il mette en place les 60 engagements. C'est à nous, Parti socialiste, de préparer le terrain sur lequel le gouvernement doit poser ses réformes gouvernementales.

Nous l'avons dit sur le droit de vote des étrangers, nous le faisons aussi sur la question du cumul, mais toutes les questions, y compris économiques, y compris sociales, doivent être l'objet, pour le Parti socialiste, de préparer le terrain sur lequel nous pourrions ensuite poser au fur et à mesure par nos parlementaires et par l'action du gouvernement toutes les réformes et tous les engagements de François Hollande.

Comment faire cela ? Trois chantiers à ouvrir. D'abord, il faut mettre en place une veille, il faut anticiper, analyser, observer les mouvements d'opinion, les positions des acteurs, et aussi, vous avez raison, la position de nos partenaires de gauche, parce que sur un certain nombre de réformes, on voit bien qu'ils sont aussi en attente. Et tout ce travail de veille va nous permettre ensuite de mettre en place un grand travail de riposte.

La riposte, c'est deux choses. C'est évidemment d'abord répondre coup pour coup dès que la droite ou l'extrême droite nous attaque, et vous avez pour ça un certain nombre de fiches argumentaires. Mais c'est aussi créer la controverse. Nous devons choisir le terrain sur lequel nous souhaitons, nous, engager un certain nombre de sujets. Nous devons choisir dans l'agenda politique les sujets sur lesquels le Parti socialiste a des choses à dire, en fonction de son travail, en fonction de ses valeurs. Et c'est aussi ça la riposte : préparer ce terrain-

là, choisir la controverse, choisir les sujets, pour préparer le terrain, et choisir le terrain sur lequel nous voulons accentuer le travail du Parti socialiste.

Troisième chantier, et pour celui-ci, nous avons profondément besoin de vous, c'est la territorialisation. Nous faisons des campagnes nationales, mais ce n'est pas vrai que toutes les campagnes, notamment de la droite, commencent par un tract lancé via la rue de La Boétie. Il y a beaucoup de campagnes qui commencent dans les fédérations par un élu local. Nous avons besoin aussi de ce retour-là, parce que nous ne militons pas exactement de la même façon, notamment contre l'extrême droite, dans le nord de la France et dans le sud.

Et nous avons besoin de ces éléments-là de votre part pour nous dire comment se lancent un certain nombre de campagnes, comment réagissent les élus locaux, comment réagissent les députés de droite, pour vous offrir ensuite et dans un partenariat absolu avec vous, les outils les plus efficaces et les plus pertinents pour territorialiser et être au plus près de vos attentes.

Dernier élément : trois outils. Vous avez, en lien avec Guillaume Bachelay, dû recevoir les premiers argumentaires que nous fournissons depuis le début du mois de janvier. Vos retours à cet égard sont importants, nous essayons de les envoyer dès qu'un sujet émerge ; et donc, nous avons besoin de savoir s'ils correspondent à ce dont vous avez besoin dans vos actions militantes.

Le deuxième outil, c'est une lettre riposte qui vous a été envoyée vendredi, et qui retrace tous les sujets de la semaine, les grands sujets qui ont émergé dans l'actualité, en vous donnant non seulement les données objectives, mais aussi quelques éléments argumentaires. Là encore, le retour de vos militants est important pour nous, pour qu'on puisse améliorer cet outil-là.

Et le troisième, c'est le prochain chantier, il s'agit de vous envoyer des éléments de veille pour que vous puissiez comprendre comment les grands mouvements d'opinion, comment les tonalités commencent à émerger ; et que nous puissions avec vous construire encore des éléments de riposte et argumentaires.

Pour conclure, comme l'ont dit beaucoup de secrétaires nationaux, je suis et nous sommes à votre entière disposition pour aller dans sections et dans les fédérations pour travailler ces éléments de riposte, et pour vous accompagner pour que nous puissions en effet être tous les porte-parole du changement. »



Cédric Omet



Il faut, chers camarades, que nous soyons offensifs. Il faut, chers camarades, que nous ayons le courage de mener la bataille des idées. Il faut le dire à nos concitoyens. Le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales existe déjà. Ce qui n'existe pas, c'est l'égalité face à ce droit de vote. Il faut le dire, il s'agit là d'un enjeu républicain.



Frédéric Béret



Cela fait tache puisqu'une fédération qui a compté plus de 1 000 adhérents il y a quinze ans s'est effritée considérablement au fil des années. Il faut donc que lorsque les ministres viennent en Martinique, et qu'ils consacrent un temps de rencontre avec les militants. Ça aussi, c'est faire de la politique ; et ça, c'est prévoir aussi les élections à venir. Venez nous aider, et aidez-vous vous-mêmes par la même occasion.



Christophe Borgel

« Je crois avoir été de toutes nos réunions de secrétaires de section depuis que, il y a bien longtemps, cette réunion a été mise en œuvre dans le dernier week-end du mois de janvier. Nous allons avoir dans notre calendrier électoral une année 2014 particulièrement dense, avec des élections municipales qui seront suivies d'élections européennes ; et puis d'une élection sénatoriale dans laquelle nous avons un enjeu majeur celui de confirmer notre victoire de 2011, qui a

permis à la gauche de conquérir le Sénat.

J'évoquerai l'ensemble des 36 000 communes de notre territoire, l'élection municipale, et puis, d'un mot, la première des réformes électorales que nous allons avoir devant nous. D'abord pour que nous ayons en tête la situation actuelle : la gauche dirige 53 % des 504 villes de 10 000 à 20 000 habitants. La gauche dirige 50 % des 322 villes de 20 000 à 49 999 habitants, 61 % des 85 villes de 50 000 à 100 000 habitants, et 70 % des 41 villes de plus de 100 000 habitants.

Notre progrès a été considérable dans les deux dernières élections municipales, dans les villes et villages en dessous de 10 000 habitants. Et donc, nous arrivons, dans cette élection municipale, dans une situation de domination dans les exécutifs municipaux. Le Parti socialiste domine largement la direction des exécutifs dans toutes les strates de villes, de communes de notre pays.

Je veux insister, même si c'est aux premiers fédéraux que nous avons demandé la semaine dernière avec Alain Fontanel, secrétaire national aux fédérations, une note stratégique à nos fédérations un an avant les municipales. Les endroits qui sont nos objectifs de conquête, ceux sur lesquels il faut une

implication nationale pour aider dans la bataille, bref, qu'à un an de l'échéance, on fasse un état des lieux.

Un mot du contexte. J'entends beaucoup dire : « En 2014, ça va être terrible. » D'abord, mes camarades, on n'en sait rien. Il y a peut-être des gens qui sont des experts extrêmement brillants et qui connaissent la croissance, le taux de chômage, si le Mali ce sera fini ou pas fini, quelle va être la situation dans d'autres régions du monde, etc. À titre personnel, je n'en sais rien.

Le deuxième élément, c'est que les commentateurs qui nous expliquent que la situation nationale va peser de façon extrêmement forte sur l'élection municipale, je les invite à la prudence. D'année en année, la décentralisation, le renforcement du pouvoir des maires, le développement des agglomérations ont donné une réalité locale de plus en plus forte aux projets de nos communes.

Il y a donc une réalité, pour nos maires sortants, des politiques souvent approuvées qui seront, indépendamment de tout contexte national, un point d'appui à la fois dans les endroits où nous sommes sortants et dans les endroits où nous allons à la bataille, parce que nous avons l'image, aujourd'hui, dans le pays, d'une formation qui sait mener une politique locale favorable à la vie de nos concitoyens.

On aura l'occasion d'y revenir, mais un message : n'allez pas dans la réflexion et la préparation de cette échéance municipale avec l'idée que le contexte national va être tellement défavorable, que c'est une bataille a priori forcément difficile pour nous.

Un mot sur le calendrier d'investiture, non pas le détail, parce qu'il n'est pas encore adopté. D'abord pour vous rappeler que pour les villes de moins de 20 000 habitants, l'investiture est totalement locale et fédérale. Pour les villes de plus de 20 000, il y a une ratification nationale. Même si, bien évidemment, pour tout ce travail-là, le travail est d'abord un travail local dans les territoires, dans les communes. Nous allons avoir un calendrier qui devrait être à l'automne, comme usuellement, avec d'abord l'investiture d'une tête de liste qui

aura à proposer une liste qui sera proposée ensuite au vote de nos adhérents, c'est-à-dire quelque chose d'assez usuel.

Je veux insister sur deux départements, et je le dis devant tout le parti parce que ça concerne les camarades de ces départements, mais l'ensemble du parti, plusieurs secrétaires de section de ces départements sont venus me voir au cours du repas, ce sont ceux du Vaucluse et du Gard, mais on pourrait y ajouter une partie du Pas-de-Calais, quelques communes dans l'est de la France. Je parle du Vaucluse et du Gard à cause de la prédominance dans ces départements du Front national. Nous aurons, dans ces deux départements, un travail spécifique de séminaires politiques avec les camarades de ces départements, pour élaborer une stratégie qui tient compte du poids du Front national, extrêmement puissant dans le Vaucluse, avec la prise d'une circonscription et les deux communes de plus de 10 000 habitants détenues par l'extrême droite dans ce pays, et puis l'élection d'un député dans la deuxième circonscription du Gard lors des dernières élections.

Donc échéance importante, le travail commence. Nationalement, une commission de préparation des municipales va être mise en place sous la houlette de trois secrétaires nationaux, Alain Fontanel aux fédérations, Luc Carvounas en charge des relations extérieures, et moi-même, avec l'ensemble de la direction du parti, vu l'enjeu. Et donc on aura à travailler avec chaque département.

Je termine d'un mot sur la question des réformes

électorales. La loi qui va faire un certain nombre de réformes, notamment sur le scrutin départemental et sur le fléchage dans les intercommunalités, repose sur la volonté pour les départements de garder de la proximité au maximum en progressant sur la parité de façon extrêmement forte dans cette collectivité, le Conseil général, le conseil des départements dans lequel elle était la plus faible. Quelques chiffres pour mémoire : 13,8 % des conseillers généraux de ce pays sont des femmes. Et donc, faire un mode de scrutin qui nous permette d'atteindre la parité est, pour un parti qui en a fait un élément clé de sa volonté de progression démocratique, une obligation.

Un dernier mot : je pense, sans ne rien ajouter à ce qu'a dit Harlem tout à l'heure, qu'il est important que l'on sache vite, et je sais que le gouvernement va lancer un projet de loi dans les mois qui viennent, le détail des éléments sur les questions de non-cumul, parce que, évidemment, il vaut mieux le savoir avant de commencer les investitures municipales. »





Luc Carvounas

« Il m'a été demandé de vous présenter l'état de nos relations avec nos partenaires, et donc de parler du rassemblement et de notre unité. Pour nous tous qui sommes ancrés dans nos territoires, la gauche durable, qui était appelée de ses vœux par le candidat aujourd'hui président Hollande pour que nous puissions nous inscrire sur une gauche qui dure, existe déjà dans les territoires depuis longtemps, nous sommes en co-gestion avec nos partenaires.

Alors depuis le 17 novembre dernier, la date où la nouvelle direction nationale s'est installée, beaucoup de choses se sont réalisées pour poursuivre ce dialogue nécessaire et utile. Nécessaire et utile tout simplement aussi parce que, au sein de nos partis, beaucoup de dirigeants ont changé, et pour qu'on apprenne à dialoguer et à échanger ensemble, il faut déjà se connaître. Et depuis le 17 novembre, Harlem a souhaité rencontrer de manière bilatérale tous les partis politiques.

Nous avons même d'ailleurs commencé par Pierre Laurent et le Parti communiste français. Une petite anecdote : nous avons eu cette première rencontre avec nos partenaires historiques. Nous étions au lendemain du rejet au Sénat du premier budget du président de la République, le jour même, mais il s'était bien gardé de nous le dire, ils allaient renvoyer à nouveau dans les cordes le budget de la Sécurité sociale. Peu importe. À Pierre Laurent, comme à tous les partenaires, à Europe Écologie-Les Verts, au PRG, au MUP, au MRC, Harlem a systématiquement proposé de travailler de façon multilatérale dans ce que l'on a appelé, souvenez-vous le 9 janvier dernier, la coordination.

Si je donne cette précision, c'est que nous avons tous pu lire ici ou là que notre ami et camarade Pierre Laurent feint d'avoir oublié cette proposition qu'Harlem Désir lui avait faite. Soyez assurés d'une chose : le PC avait été évidemment invité à cette coordination. Ils ont souhaité rester dans un dialogue bilatéral avec nous et ne pas rejoindre ce que nous appelons aujourd'hui cette gauche rassemblée, affirmant qu'aujourd'hui, ne participant pas au gouvernement, ils préféreraient rester dans la majorité présidentielle plutôt que la majorité gouvernementale. Sur ce distinguo un peu sémantique, en tous les cas, nous, les socialistes, nous souhaitons parler uniquement de majorité présidentielle, celle qui soutient le président de la République que nous avons voulu tous ensemble, et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

L'année 2013 est une année où il n'y aura pas d'élections, mais ce sera une année politiquement très importante. Politiquement importante parce qu'elle définira cette ligne du rassemblement. Il y aura dans quelques jours le congrès du Parti communiste, les 7, 8, 9 et 10 février prochains. Il y aura un deuxième congrès important à l'automne prochain d'Europe Écologie-Les Verts.

En partenaire loyal, fidèle et fiable, notre porte est bien évidemment ouverte et la main plus que tendue à tous, parce que c'est notre histoire, et parce qu'il n'y a pas plusieurs gauches. Il faut le réaffirmer. L'histoire de la gauche, elle est diverse et variée, mais en tous les cas, elle ne mise pas sur l'échec du collectif.

Avec Europe Écologie-Les Verts, Harlem Désir a répondu très favorablement à leur souhait de travailler de façon bilatérale sur des sujets qu'ils privilégient, comme la fiscalité écologique. Sur ce sujet, c'est Laurence Rossignol qui aura la charge d'être un peu la chef de file de ce thème, pour faire des propositions et des productions.

Le jour de la coordination, le jour où la gauche rassemblée s'est réunie rue de Solferino le 9 janvier, nous avons souhaité mettre en place cinq groupes multilatéraux. Et chacun de ces groupes sera présidé par un parti. Pour le groupe emploi, industrie, démocratie sociale, avec pour nous l'ambition de très vite, faire une PPL commune sur la reprise d'entreprises, c'est Guillaume Bachelay qui est le chef de file de cette proposition de loi. Nous allons vous envoyer, dans les fédérations et dans les sections, différentes circulaires, comme celle dont parlait Christophe avec la photographie politique des territoires. Évidemment il y aura la circulaire qui vous dressera tous ces groupes de travail pour que, peut-être, les départements puissent apporter aussi leur contribution départementale.

Il est également nécessaire, parce que, quand j'ai été un jeune premier fédéral j'attendais aussi que les secrétaires nationaux viennent dans les territoires, de mettre en place un dialogue permanent entre les territoires et le siège de la rue de Solferino, nous aurons ensemble à construire la gauche durable.

Mais je ne pourrai pas être complètement exhaustif sans vous dire le sentiment qui est le nôtre sur ce qui se passe en ce moment avec nos amis historiques, nos amis du Front de gauche. Je pense, pour discuter comme vous avec beaucoup de nos amis communistes, qu'il y a une ambiguïté qui leur appartient de lever désormais.

Je crois que les choses ont au moins été dites clairement depuis quelques jours par celui qui fut des nôtres pendant près de trente ans : Jean-Luc Mélenchon qui a dit qu'il était dans l'opposition. Soit, il faut le respecter. Il concluait : « C'est à nous de remettre le feu à la plaine. » Nous ne permettrons pas à Jean-Luc Mélenchon d'être le pyromane de la gauche française.

Nous agissons en responsabilité. Harlem, tu l'as dit : l'unité, nous la ferons pour tous, pas à n'importe quel prix. Nous la ferons parce que c'est notre histoire et notre responsabilité. En tant que jeune Sénateur, on peut ne pas être d'accord sur les débats institutionnels qui alimentent nos débats internes au Parti socialiste, mais je vois comment le président du groupe socialiste au Sénat, François Rebsamen, se bat pour que nos lois passent, alors qu'elles sont retoquées par les communistes et Europe Écologie-Les Verts. On peut le remercier pour cette animation politique.

Il faut que nous soyons d'abord et avant tout solidaires dans la famille socialiste. Si nous montrons une faille dans cette solidarité, d'autres viendront nous manger la laine sur le dos. J'ai confiance dans la manière dont Harlem Désir veut faire en sorte que le Parti socialiste, pas de manière hégémonique, mais le Parti socialiste dans son entièreté, dans son unité, dans son rassemblement, avec ceux qui ont été nos alliés historiques, poursuive cette gauche durable à l'occasion des élections municipales.

Mais pour autant, nous envoyons cet avertissement à ceux qui veulent non pas être cette gauche volontaire que nous affichons, mais une gauche sectaire. Nous affichons notre détermination, et rien ne se fera sans nous, rien ne se fera sans vous. »

Say oui to France



Ils ont fait le choix d'un partage, d'une répartition temporaire du foncier et des actifs entre le Conseil général et les repreneurs. Ce choix s'est avéré gagnant

pour les 250 employés qui à terme retrouveront un travail, sur les 330 qui travaillaient chez le papetier M-Real à Alizay dans l'Eure. « Nous avons été propriétaires pendant une heure, s'amuse Jean-Louis Destans, président du Conseil général de l'Eure, nous avons agi dans l'intérêt du territoire, des habitants et de l'entreprise ». Une reprise publique avant de céder à une entreprise privée. Mercredi dernier, Arnaud Montebourg s'est rendu sur le site de M-Real pour officialiser

la reprise de la papeterie par le leader du marché le Thaïlandais Double A, accompagné par Guillaume Bachelay. L'ambassadeur de Thaïlande en France avait également fait le déplacement dans l'Eure, preuve que la signature était d'importance. « Les salariés de M-Real ont construit la croyance qu'il fallait défendre leur outil de travail, a commenté le ministre du Redressement productif, ils ont transmis cette croyance aux élus et au nouveau gouvernement ». Rappelant que la France est la première destination en Europe des investissements étrangers, avec 4 798 projets qui rejoignent chaque année notre pays, Arnaud Montebourg a rappelé le sens de la campagne *Say oui to France, say oui to innovation*, lancée le 25 octobre dernier. « Nous pouvons avoir de l'estime pour notre pays. Face à la mondialisation, nous avons à nous défendre quand elle exagère mais aussi d'en tirer partie quand elle est favorable. La bataille pour la réindustrialisation est une grande cause nationale, que nous avons engagée sur tout le territoire ». Sur les 350 dossiers dont le ministre a hérité, soit 55 000 emplois en balance, près de 45 000 emplois ont déjà été sauvés. « C'est un travail de bénédictin, a conclu Arnaud Montebourg, mais tous les moyens efficaces doivent être recherchés et employés ».

ZOOM

La SCOP a de l'avenir

C'est l'histoire d'une entreprise qui aurait pu fermer et laisser plus de 200 personnes au Pôle emploi. C'est finalement l'histoire d'une boîte qui a été sauvée par ses salariés devenant un exemple dans la perspective de la future loi pour l'Économie sociale et solidaire qui sera proposée au parlement par Benoît Hamon en lien avec Pierre Moscovici au second semestre 2013.

En novembre dernier, les salariés de Arféo-Buroform de Château-Gontier apprennent la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise spécialisée dans la fabrication de mobilier de bureau. Comme ils croient toujours en l'avenir de leur boîte, ils décident de se constituer en SCOP et de reprendre l'activité. Ils réussissent à réunir les fonds nécessaires à cette reprise, grâce

notamment à l'aide de quelques banques, de la banque publique d'investissements, des régions Poitou-Charentes et Pays de la Loire. Le gouvernement apporte aussi une aide sur les fonds du programme des investissements d'avenir. « Un cercle vertueux de collaborations s'est mis en place, pour sauver des emplois et aider un territoire, commente Florence Augier, secrétaire nationale à l'ESS, c'est un exemple de ce que pourrait préfigurer la loi ESS ». Ce samedi, la Commission nationale de l'ESS se réunissait à Solférino, elle travaillera notamment à la promotion de cette nouvelle loi « pour montrer, conclut Florence Augier, combien le secteur est un levier important dans la création d'emplois ».

COMMUNIQUÉ

Lutte contre l'exclusion

Le plan présenté par le Premier ministre en Comité interministériel de lutte contre l'exclusion définit, pour les cinq ans à venir, les mesures que chacun des ministres mettra en œuvre pour améliorer la situation des personnes les plus pauvres dans notre pays. Qu'il s'agisse de la lutte contre le surendettement, de l'accès aux soins, au logement et à l'hébergement, à l'emploi et à la formation professionnelle, chacune de nos politiques publiques sera irriguée de l'intérieur par cette exigence de justice. Et cette démarche sera coordonnée par Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée à la Lutte contre l'exclusion.

La priorité du mandat de François Hollande reste la jeunesse. C'est pourquoi l'une des mesures phares de ce plan pluriannuel est la création d'une « garantie jeunes », qui donnera aux jeunes qui n'ont ni emploi ni formation une occasion de mettre un pied à l'étrier, avec un accompagnement social très fort et un soutien financier contractuel, à la hauteur du RSA socle. Ce sera, pour ceux qui ont les plus grandes difficultés, un premier pas vers l'emploi.

Mais la pauvreté ne concerne pas que les jeunes et il fallait faire quelque chose pour les allocataires du RSA socle, dont le montant avait drastiquement décroché par rapport au niveau de vie médian au cours des dernières années. Il sera progressivement ramené à 50 % du SMIC, en étant augmenté de 10 % en plus de l'inflation au cours des prochaines années, avec déjà une première hausse de 2 % en septembre 2013.

Le gouvernement a rompu avec la politique de stigmatisation des bénéficiaires des dispositifs sociaux ; il faut que ceux qui ont des droits y aient recours, afin de prévenir au mieux tous les décrochages. C'est dans cet esprit qu'a été lancé le chantier de la refonte du soutien aux revenus des travailleurs modestes, via un rapprochement du RSA-activité et de la Prime pour l'emploi. (...) Les ministres ont fait le pari d'associer des personnes en situation de pauvreté. Leur regard a été décisif pour l'évaluation des dispositifs proposés ; et il a contribué à changer notre regard sur la pauvreté.

REFONDATION DE L'ÉCOLE



Une école juste pour tous et exigeante pour chacun



Réinvestir dans les moyens humains

- Création de 60 000 postes dont 54 000 pour le ministère de l'Éducation nationale
- Réforme de la formation initiale des enseignants, création des écoles supérieures du professorat et de l'éducation
- Création des emplois d'avenir professeur
- Renforcement de l'attractivité du métier d'enseignant



Favoriser la réussite de tous dans le second degré

- Rénovation du collège unique
- Renforcement du service public de l'orientation
- Valorisation de l'enseignement professionnel et réforme de la carte des formations professionnelles initiales
- Évolution et rééquilibrage des filières du lycée d'enseignement général et technologique



Donner la priorité à l'école primaire

- Rééquilibrage des moyens en faveur du primaire
- Réforme des rythmes scolaires
- Redéfinition des missions de l'école maternelle et développement de l'accueil des moins de trois ans
- Mise en place du dispositif « plus de maîtres que de classes »



Faire entrer l'école dans l'ère du numérique

- Création d'un service public de l'enseignement numérique
- Mise en place d'une éducation au numérique
- Formation des personnels au et par le numérique
- Développement de ressources pédagogiques numériques accessibles à tous



Améliorer le climat scolaire

- Prévention et lutte contre les violences scolaires : mise en place des assistants de prévention et de sécurité, installation de la délégation ministérielle de prévention
- Redynamisation des instances consultatives et de la vie associative des écoles et établissements



Faire évoluer le contenu des enseignements, leur organisation et leur évaluation

- Redéfinition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, création d'un Conseil supérieur des programmes
- Nouveaux contenus d'enseignement : enseignement moral et civique, parcours d'éducation artistique et culturelle, langue vivante dès le CP
- Évolution des modalités d'évaluation et de notation
- Amélioration de la progressivité des apprentissages : réorganisation des cycles, réduction du nombre de redoublements, transition école-collège



Renforcer les politiques de réussite éducative

- Refondation de l'éducation prioritaire
- Aide aux élèves en difficulté
- Lutte contre le décrochage scolaire
- Accueil des élèves en situation de handicap

Le PS vous propose de devenir un acteur du changement.

Pour participer aux débats et soutenir le mouvement, rejoignez le PS.

Je soutiens le changement, j'adhère au PS et joins un chèque de 20€

Je souhaite prendre contact avec les socialistes
 Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

parti-socialiste.fr/adherer

Renvoyer ce coupon à Parti socialiste 10, rue de Solférino - 75007 Paris

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville

